

rouge

SPECIAL
CEYLAN

hebdomadaire de la ligue communiste

1er mai 71

pour que vive

la commune !

petites lâchetés et grands abandons

La politique bourgeoise est faite de cela. Selon nous et même selon M. Chaban-Delmas :

« Je persiste à penser que ces agitations sporadiques ne justifient pas les commentaires alarmistes qu'on en a faits, parfois non sans arrière-pensée, ni le retour à ce langage de guerre civile qui a si longtemps freiné les progrès de notre démocratie. Mais, si certaines catégories de Français se refusaient à exercer les responsabilités qui leur incombent je saurais, et l'Etat saurait, comme il l'a fait en d'autres périodes de notre histoire, faire face à la coalition des petites lâchetés et des grands abandons ».

Une précision pourtant : « des petites lâchetés et des grands abandons », M. Jacques Chaban-Delmas a bâti sa carrière dessus. De l'émissaire gaulliste de la libération au second de Pompidou, en passant par le ministre radical et la barbouze RPF, il en a fallu des allers et des retours !

Reste ce fameux discours que les familiers du pouvoir et de la presse bourgeoise annonçaient avec des tressaillements de révélation historique. Il était destiné, paraît-il, à faire mieux « en ce printemps que de cultiver les plaisirs de la curiosité ». En fait il s'en délecte à plaisir.

Tout en nuances, sinon en finesse la rhétorique parlementaire balance pendant une heure entre la démagogie sociale et la fermeté policière. Le tout lié par un appel à la « responsabilité », des parents devant leurs enfants, des lycéens devant leurs professeurs, des ouvriers devant leurs patrons, des patrons devant leur Etat, des godillots devant leurs chefs.

Le mot clé du discours de Chaban-Delmas, c'est bien en effet la « responsabilité ». Et quand un dirigeant de la bourgeoisie fait résonner ce fier sentiment dans le poitrail des anciens combattants, pères de familles bafoués et autres frileux des chaleurs sociales, il faut soupçonner qu'il y a quelque chose de pourri dans la République de France.

Les propos tenus l'autre jour à la tribune du Palais Bourbon reflètent cet état des choses, plus qu'il ne le voilent. La façade est délabrée ; l'idéologie du régime manque de fermeté et de confiance. M. Marcellin aimerait bien d'ailleurs devenir le porte-parole officiel du gouvernement ; à l'occasion (émoustillé par un repas bien arrosé devant la presse anglo-saxonne ?) il se prend pour le grand distributeur des rôles et des sanctions, le grand maître de l'ordre tricolore. A dire vrai, il gagne du terrain.

Chaban lui, s'est dessiné une silhouette de réformateur, qu'il dut un moment disputer à son frère ennemi Servan-Schreiber.

Pour cela il doit parfois batailler dans ses propres rangs, dont les horizons politiques sont quelque peu bornés entre l'effroi de mai 68 et l'appréhension des législatives de 73.

LES AFFAIRES

Affaires prospères, Ordre respecté. Pompidou, Chaban et Marcellin doivent en rêver. Or, il faut rendre à César ce qui est à César - les affaires ne sont pas trop mauvaises - la bourgeoisie française avait l'habitude de pédaler en danseuse pour se maintenir dans le peloton de l'honnête moyenne des puissances capitalistes. Aujourd'hui elle a réussi à se placer et songe même à changer de bicyclette.

En bref une analyse lucide de la société capitaliste française doit tenir compte des progrès incontestables qu'ont pu faire les exploiteurs de ce pays.

Ils ont profité de l'impassée de la crise révolutionnaire

de 1968 pour moderniser leur appareil, au risque de dresser contre eux, ceux qui les avaient assis sur les bancs de l'Assemblée Nationale.

En partie seulement le pari est gagné. Certes l'avance acquise est encore fragile, et à la merci d'un retournement dans de meilleures armes.

Il entend s'en servir pour enseigner aux travailleurs la discipline (à l'Elysée on appelle ça « le dialogue »),

il prépare les travailleurs à accepter une forme de « collaboration à l'effort national » qui consiste pour eux à se lier les mains en échange d'avantages négociés et planifiés.

Cette politique d'intégration - il serait dangereux de la sous-estimer - a rencontré quelques succès ces deux dernières années, en particulier parce que les deux centrales ouvrières, la CFDT puis la CGT, s'y sont prêtées. Et tout porte à croire qu'elles s'y prêteront encore.

Dans ce cadre l'Etat bourgeois par la voix de son premier ministre, insiste sur un nécessaire rééquipement de l'infrastructure industrielle. Pour que l'économie française se stabilise à un niveau honorable par rapport à ses rivales d'Outre-Alpes et d'Outre-Rhin, il faut donc qu'elle dispose d'un réseau de communications radicalement différent du délabrement ancestral des routes, voies ferrées et téléphones contemporains.

Voilà pour les « équipements collectifs » (financés au besoin par des intérêts privés).

Il faut aussi une main-d'œuvre spécialisée, étroitement spécialisée, à mettre derrière ces investissements en machines modernes. On insistera donc sur la formation professionnelle de jeunes et des adultes, en accroissant en même temps l'insécurité de l'emploi consécutive à une rotation accélérée de la force de travail employée et le chômage qui l'accompagne toujours et nécessairement.

Le « réformateur » y trouvera son compte à condition qu'une intégration renforcée du mouvement ouvrier s'amorce effectivement, permettant aux technocrates qui hantent l'hôtel Matignon de faire leurs calculs en l'absence de rumeurs perturbatrices.

Tout ce train de mesures est connu et ne valait pas le déplacement d'un « libéral » devant une meute qui hurle à l'« ordre ».

L'ORDRE

Pourquoi donc Chaban-Delmas était-il venu ? Beaucoup se le demandent, devant le manque d'originalité de l'orateur, (mais où est donc passée la fièvre d'autan de la « Nouvelle Société » ?). Les rappels à l'ordre des fervents versaillais - justement trop avides d'*« Ordre »* - ont fait peu d'effets à en juger par leurs trépignements hystériques en faveur de la « fermeté ».

Alors, cherchons ailleurs.

M. Chaban-Delmas est mandaté par les despotes éclairés du grand capital pour faire prospérer leurs intérêts au mieux. Mais entre le mandataire et les mandants, les relations sont ambiguës. Le premier n'a pas la confiance totale des derniers, qui sont prêts à lui trouver un remplaçant au cas où il ne parviendrait pas à installer la « paix sociale ».

La plaie de Mai 68 est encore vive aux flancs de la société bourgeoise, et le régime sait bien qu'il s'agit d'une douleur plus tenace que les simples « agitations sporadiques », étudiantes ou lycéennes. C'est la classe

ouvrière, dans son écrasante majorité qui refuse l'intégration, c'est-à-dire le marché de dupes que lui offre le pouvoir.

Parce que son sort ne s'améliore guère, parce que sa condition d'exploitée ne se modifie pas, malgré les discours.

Le gouvernement le sait qui a compris que tout conflit prend aujourd'hui une ampleur démesurée par rapport aux revendications en cause, que toute lutte ouvrière est un encouragement au refus pour tous les travailleurs.

Dès lors, il devient vital pour lui, que le gouvernement tente d'étouffer toute manifestation d'insolence susceptible d'ébranler davantage le château de cartes politiques qu'il a peiné à édifier.

Dix mille lycéens descendus dans la rue pour soutenir un de leurs camarades emprisonnés, sont un coup terrible pour toute la politique gouvernementale, parce qu'ils démontrent que ce régime est faible face à une pression de masse, et qu'il lui cède. Des camionneurs qui barrent les routes, des paysans qui coupent les voies, sont des indices tout aussi inquiétants, parce qu'ils incarnent le passage généralisé à des formes de luttes extra-légales contre la liquidation capitaliste, souvent sans qu'ils en aient même conscience.

Des travailleurs qui occupent leurs entreprises en séquestrant leurs directeurs, symbolisent avec une efficacité remarquable la résistance ouvrière à l'offensive capitaliste qui n'espère rien d'un dialogue de sourds entre directions syndicales respectueuses et directions patronales exigeantes.

A tous ceux-là, Chaban a adressé un avertissement qu'il faut entendre. Le gouvernement semble bien décidé à réprimer avec fermeté tous ces signes avant-coureurs, qu'il prend à la légère pour des débordements passagers. Il a déjà envisagé des mesures de plus d'assurance et l'isolement de trop d'impatience. Heureusement pour eux (et pour nous par la même occasion, puisque nous ouvrirons la voie) ce pari-là est loin d'être gagné par la bourgeoisie.

Car à laisser les mains trop libres à Marcellin, on autorise un bucheron à frapper sur un piano. Le ministre de l'intérieur et ses collaborateurs récemment renouvelés n'éviteront pas de frapper trop fort, et de susciter par là des ripostes encore plus élargies. Un potentiel formidable sommeille dans la jeunesse, dont le gouvernement ne tardera plus à connaître la réalité s'il la frôle de trop près.

Les travailleurs ne se font aucune illusion sur les promesses pré ou post-électorales de ceux qui les exploitent avant, pendant et après toutes les élections ; ils connaissent le prix du combat, mais aussi la nécessité de l'engager quand il faut l'engager, malgré les atermoiements des directions bureaucratiques de leurs organisations.

MM. Pompidou, Chaban-Delmas et Marcellin ont donc ajusté leur plan, mais le cercle est terriblement vicieux qui va de la « fermeté » proclamée à la paralysie constatée. Dans une semaine les travailleurs leur donneront une première réponse en faisant du Premier Mai l'inauguration d'un nouveau trimestre de luttes.

Et avec eux les militants révolutionnaires, qui se préparent patiemment à prendre leurs « responsabilités ». Oui, leur responsabilité devient très importante.

le 22 avril 1971

Je désire prendre contact avec la LIGUE COMMUNISTE
(Section Française de la JVème Internationale).

Nom
Adresse
Profession
Age
Lieu de travail

Toute correspondance « Rouge » : B.P. 201 Paris-19ème



ROUGE, hebdomadaire de la Ligue Communiste

Rédaction - Administration - Librairie

14 rue du Fg St Denis, Paris X.
rédition-administration : tel. 523-30-13
librairie : tel. 523-27-98

Diffusion N.M.P.P.
Composition IBM Multipoint
Imprimerie SAIE Moriamé, 61 Fg Poissonnière, Paris IX.

* Les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de l'organisation.

Maquette Bertrand L'hegouach

marcellin prend le pouvoir

Personne ne s'y est trompé ! Sous le couvert de reorganisation technique, le ministre de l'Intérieur accroît encore son pouvoir. Lentement, méthodiquement, Marcellin s'empare de l'appareil d'état.

S'il est vrai que dans la démocratie bourgeoise, qui tient le bâton, n'est pas loin de tenir les rênes, le pouvoir bien loin d'être au bout du bulletin de vote, se concentre Place Beauvau.

LICENCIEMENT POLITIQUE

Grimaud a été licencié, comme un vulgaire salarié pour suppression de poste. Il est parti dans l'Aviation civile avec sa bonne réputation de préfet libéral « qui en Mai avait évité qu'il y ait des morts ».

Marcellin se frotte les mains. Depuis des mois, il avait Grimaud dans son collimateur. Le préfet de police était condamné pour faiblesse dans la répression ! Faiblesse qui aux yeux de Marcellin apparaissait dans le manque d'enthousiasme à quadriller Paris en toutes occasions, dans la tolérance d'un certain nombre de manifestations, le refus d'une répression massive et tous azimuts.

Grimaud partisan d'une répression sélective et différenciée était soutenu par Chaban toujours fidèle au couple intégration-répression. Couple beaucoup trop subtil et délicat à manier pour un ministre de l'Intérieur, qui haut fonctionnaire sous Vichy, avait fait ses classes dans le maintien de l'ordre sous Jules Moch. Un bon patron, Jules Moch, socialiste il est vrai, qui n'hésitait pas à pousser un ou deux couplets de l'Inter' dans les banquets de fin de congrès mais qui devant les mineurs en grève, n'hésitait pas non plus à envoyer les tanks et les chiens.

De son passé, Marcellin n'a rien oublié.

De Vichy il a la nostalgie des « valeurs morales », que l'Etat français du Maréchal inculquait à coups de chantiers de la jeunesse et de camps de concentration.

Chacune des déclarations du Ministre de l'Intérieur sont truffées de référence à ces valeurs immortelles de l'Occident chrétien : Travail, Famille, Patrie, Ordre, le tout humecté d'une odeur de bénitier qui vaut à Marcellin de solides appuis dans la hiérarchie catholique.

De Jules Moch, il apprit le premier commandement d'un ministre de l'intérieur : traiter l'adversaire, gréviste, étudiant, manifestant, comme un ennemi de guerre et toujours avoir des forces supérieures à lui.

A chaque intervention policière, Marcellin se prend pour Clausewitz. Cette politique est simple ; il suffit de s'en donner les moyens. Aussi depuis Mai 68, Marcellin n'a cessé de renforcer les effectifs des forces de répression et de moderniser leur équipement. La police aujourd'hui n'a plus grand chose à voir avec celle de 1968.

Le différend entre Grimaud et Marcellin n'est pas entre le bon libéral compréhensif et la méchante brute. L'un et l'autre sont des représentants du pouvoir bourgeois et en conséquence agents de la répression. Ils divergent seulement sur la politique à suivre en ce domaine. Grimaud pratiquait une répression subtile et sélective, Marcellin était partisan de l'attaque frontale et massive.

Nous pouvons ajouter, sans espoir d'être compris, à l'intention de Marcellin que la première est autrement dangereuse.

Le gouvernement a choisi la seconde. Le gouvernement c'est-à-dire Pompidou. Celui-ci n'a pas été ministrable sous la 4ème, mais il sait tout de même renvoyer l'ascenseur : il n'a pas oublié le rôle d'entremetteur, qu'a joué Marcellin dans le ralliement de Giscard au moment des présidentielles de 1969.

Seulement pour balancer Grimaud, il fallait mettre les fumées. Sa popularité dans la police parisienne n'est pas négligeable. Les réactions des syndicats après son éviction en témoignent. Depuis la journée d'action de la police parisienne qu'il avait discrètement soutenue, les jours de Grimaud comme préfet étaient comptés. Voir des flics distribuer des tracts au lieu des coups de matraque : il y avait de quoi commotionner Marcellin.

DECENTRALISATION OU CONCENTRATION

Ne pouvant simplement remercier Grimaud, Marcellin lui enlève les trois quart de ses pouvoirs en donnant aux préfets de Seine St Denis, Hauts de Seine et Val de Marne des compétences de police, ce qui devrait accroître la « sécurité » dans les banlieues. En fait 30 % des effectifs de l'ancienne préfecture de police vont être affectés à la « surveillance » de 4 millions d'habitants (les trois départements limitrophes) et 70 % à celle de 2 millions d'habitants (Paris).

Il est clair que cette « redistribution » n'a qu'un sens : donner tous les pouvoirs à Marcellin. Désormais celui-ci contrôle l'ensemble des forces de répression, préfecture de police y compris.

La réforme de la police de 1966 (après l'affaire Ben Barka) avait pour objet de regrouper au sein de la police dite « Nationale », à la fois la Sûreté Nationale (ensemble des services de police) et la préfecture de police. De fait, Dours, directeur général de la police nationale ne contrôlait pas la préfecture de police, fier de Grimaud qui gardait son autonomie.

Maintenant Marcellin a la haute main sur l'ensemble.

D'une part Dours voit réellement la préfecture de police, ramenée aux limites territoriales de Paris, passer sous son contrôle. Le nouveau préfet Lenoir (ex-sympathisant OAS) n'est qu'un homme de paille.

D'autre part Somville, chef de cabinet de Marcellin va contrôler l'ensemble des activités de police pour Paris et les trois départements limitrophes. Autrement dit, c'est lui le véritable successeur de Grimaud. Inutile de préciser que par Dours et Somville interposés c'est Marcellin qui veille au grain. Ils ont d'ailleurs tous les deux été récompensés par une promotion exceptionnelle.

La sectorisation, par département, a pour conséquence immédiate que les préfets disposeront d'effectifs insuffisants, la circulation interdépartementale des forces de répression n'étant plus possible. Cela signifie qu'il sera fait beaucoup plus appel aux CRS et aux gardes mobiles. Cela correspond d'ailleurs à une volonté du pouvoir : utiliser de plus en plus fréquemment des



professionnels du maintien de l'ordre et éviter ainsi les « bavures » des agents de la préfecture de police, insuffisamment entraînés. Cette réorientation devrait provoquer dans les mois qui viennent la disparition progressive des brigades spéciales, par trop impopulaires.

C'est pour cette raison que Marcellin, qui décidément voit loin, a tenté de faire passer directement sous sa coupe il y a quelques mois, les compagnies de CRS. L'opération a échoué. Soyons sûrs que ce n'est que partie remise.

Marcellin tend ses filets. De plus en plus et de mieux en mieux il acquiert les moyens de sa politique. Le licenciement de Grimaud n'est pas une simple péripétie. Une chose est certaine, pour nous c'est mauvais et on va s'en apercevoir bientôt.

« L'ordre républicain » commencera à ressembler à l'ordre nouveau que cela ne nous étonnerait pas. Ce ne serait pour Marcellin, qu'un retour aux sources.

Patrick FRESNEL

ceux qui aimeraient mieux nous savoir au père lachaise

On sait déjà que Marcellin n'apprécie guère la littérature de Krivine, Bensaïd et autres révolutionnaires.

Ce qu'il ne dit pas, mais qu'on devine, c'est qu'il ne lui déplairait pas de nous savoir incinérés, dans de petites urnes au columbarium du Père Lachaise, auprès de nos collègues de la Commune de Paris, et autres représentants du mouvement ouvrier. Mais le moment n'est pas encore venu de régler ces vieux comptes. Cela reste pour l'instant une pensée secrète. Nous ne doutons pas que certains s'y préparent. Pour l'instant ils font les choses sur une petite échelle, avec quelques « nuances », parce que les conditions ne leur permettent pas de faire mieux...

Certains s'attendaient à ce que le discours de Chaban-Delmas fasse état de ces préoccupations. Il l'a fait en passant, parlant de ces gauchistes qui réeditaient les erreurs de leurs ancêtres « militants courageux qui n'allaien... qu'au massacre ». Certainement, il ne l'a pas fait assez pour satisfaire l'angoisse des députés de la majorité. Ce sont, pour Chaban, des choses qui se font et ne se disent pas.

Ce sont des sous-fifres qui l'ont dit. Ainsi ce député qui tira des effets oratoires bien médiocres du thème : « Il n'y a qu'une centaine d'étudiants qui sèment la pagaille... des milliers qui travaillent, un millier d'ouvriers qui font grève pour des millions qui travaillent, quelques centaines d'intellectuelles qui se font avorter, des millions de femmes qui élèvent leurs enfants dans la dignité » etc. qu'on exile, qu'on crève tous les déviants...

Ce serait déplacé dans la bouche d'un premier ministre. Ce n'est pas forcément déplacé dans son esprit. Pour que les mirages de la nouvelle société deviennent réels, il faut que rien ne vienne

gripper la machine. La « participation », les tentatives d'intégration politique de la classe ouvrière nécessitent la répression.

La répression vise directement les travailleurs, particulièrement les travailleurs immigrés. La campagne CGT-CFDT pour le respect du droit syndical a montré d'autre part comment le patronat viole les lois avec facilité (et complaisance) quand il s'agit de ses intérêts. Chaque confédération fait état de plus de 200 cas, qui sont portés en justice. Sans compter tous ceux qui sont « réglés par la grève » !

De plus en plus se généralise l'usage des polices industrielles spéciales. A Peugeot, on signale la présence de barbouzes, recrutés par un ancien général, fort bien payés, qui partent ensemble à Paris en cars tous les mois pour de mystérieux « recyclages ». Leurs fonctions sont aussi diverses que précises ; intimider les militants politiques et syndicaux, développer les organisations patronales, casser les mouvements revendicatifs...

(Le Secours Rouge s'emploie, sur la région, à donner à ces gens là une leçon comparable à celle qui fut administrée à la CFT de l'usine Citroën de Rennes par les militants de la Ligue).

Le grand patronat vise à la transformation des grandes usines en succursales de Simca-Poissy... Cela fait partie des choses que le pouvoir « tolère bien aisément », c'est-à-dire qu'il encourage en sous-main. Les « appariteurs musclés » se retrouvent partout.

L'Education Nationale n'est pas mieux partagée. Il s'agit là d'effacer les désordres consécutifs à « l'affaire Guiot ».

Jacques Bertin, professeur d'histoire au lycée Stéphane

Mallarmé, est « rendu à son corps d'origine » (professeur de C.E.G.) c'est-à-dire qu'il est chassé, pour avoir parlé avec la police lors d'un meeting d'Alain Krivine dans cet établissement. C'est à croire que l'administration semble souhaiter que le meeting ait été attaqué...

François Balmes, agrégé de philosophie du lycée Corot à Savigny sur Orge, a été muté d'office à Pont à Mousson où lui reproche d'avoir fait des cours « maoïstes ». Quelques lettres de parents particulièrement névrotiques ou réactionnaires suffisent.

A Castres, au lycée Jean Jaurès, deux surveillants et un professeur, militants révolutionnaires, sont mutés d'office sous des prétextes futile (manque de fermeté à l'égard des élèves...) et en fait pour raison politique (déclaration du proviseur : il est de votre intérêt et de celui du lycée que vous ne restiez pas à Castres ; vous êtes trop connus). De tels cas de répression administrative sont nombreux. Ils doivent susciter une riposte massive des élèves et des syndicats enseignants.

L'affaire lamentable de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, la mise à sac de quelques locaux, a été exploitée pendant presque quinze jours par la presse, qui appelait quotidiennement au pogrom.

Cela fait bonne compagnie avec les attaques ignominieuses de Minute contre les travailleurs algériens.

Ils voudraient nous savoir six pieds sous terre. En attendant ils préparent leurs dossiers, intoxiquent et s'installent.

Malheureusement pour eux, nous profitons de l'expérience des communards. Nous n'avons aucune intention d'être battus.

Maurice BUZARD

metallurgie un simulacre de mobilisation



la grève de jeune afrique trahie mais pas encore battue !

Après les journées d'action des 6 et 7 avril, les métallos, et en même temps les travailleurs de la construction et du livre, étaient invités par la CGT et la CFDT, parfois FO, à une réédition le 21 mars.

Mouvement national, mouvement d'ensemble, nouvelle vague qui, après celle des fonctionnaires le 30 mars, vient battre les pieds de l'édifice gouvernemental, c'est ainsi que le présent Humanité.

Organisé sur les revendications parachutées d'en haut (retraite, temps de travail, salaires), suite à un accord intersyndical, suivant des modalités de lutte également déterminées en dehors des travailleurs, cette journée ne pouvait donner l'occasion de rassembler des forces ouvrières en une puissance de frappe unifiée.

TANT VALENT LES OBJECTIFS, TANT VALENT LES MOYENS

La tactique des organisations syndicales est des plus élastiques. Lorsqu'une grève dure éclate dans un secteur, avec une forte mobilisation, comme à Batignolles, ou dans les grèves récentes des arsenaux, à la Thomson-Angers, on prend toutes les mesures nécessaires pour éviter un élargissement de la lutte, voire sa généralisation, si on ne la sabote pas cyniquement (grands magasins, Jeune Afrique).

Par contre, une démonstration nationale par secteur, comme appui et illustration d'une campagne syndicale aux objectifs présentés d'emblée comme négociables (la retraite à 60 ans... mais quand ? dans 3, 4, 8 ans ?) ne présente, pour les directions bureaucratiques, aucun risque de débordement. Et si ceux-ci existaient, les moyens de « lutte » mis en œuvre y passeront.

C'est ainsi qu'à Paris, la direction de la CGT refuse la proposition de la CFDT de manifester centralement devant les fenêtres de l'UIMN. Les travailleurs manifestèrent donc aux quatre coins de Paris et de la banlieue, dispersés. Comment la direction de la CGT, avec de telles méthodes, peut-elle tenter de faire croire qu'elle entend effectivement faire reculer et céder le patronat ?

Dans ces conditions, pas de risque que s'enclenche une dynamique de lutte, sauf lorsque, comme à Wendel-Sidélor, la journée nationale d'action interfère avec une mobilisation antérieure montante.

Mais plus encore que la dispersion imposée des manifestations

c'est l'absence de perspectives qui rend ce type de démonstration démotivante, et la ravale à de simples moyens de pression (inefficaces d'ailleurs) au service des bureaucraties syndicales.

Après la manifestation, dynamique et combative, des fonctionnaires le 30 mars, il ne s'est rien passé, sinon que les fonctionnaires se sont aperçus que leurs directions n'étaient pas disposées à aller plus loin.

Il en est de même de la journée d'action du 21 avril. Que va-t-on faire maintenant, sinon retourner à la tactique usante des harcèlements catégoriels et isolés ?

C'est que ce type de démonstration qu'impose la direction de la CGT n'a pas pour but d'approfondir et de développer de larges mobilisations, mais d'appuyer, dans d'étroites limites, la politique d'union de la gauche et de démocratie avancée du PCF.

UNE COMBATIVITE INEGALE MAIS REELLE

Néanmoins, la journée du 21 a permis au mécontentement et à la combativité de métallos de s'exprimer en maints endroits.

A Billancourt par exemple, près de 15.000 travailleurs de Renault, Dassault et de trois autres entreprises ont défilé dans les rues.

Il est significatif pourtant que dans l'Île Seguin, où il y a quelques mois un mouvement spontané de grève avait été cassé par la CGT, les débrayages n'aient pratiquement pas été suivis. Les responsables syndicaux avaient promis des assemblées pour préparer le 21. Quand elles eurent lieu, elle n'eurent bien évidemment aucun pouvoir de décision. Les travailleurs sont là pour écouter les dirigeants, un point c'est tout.

A Levallois, où de nombreuses entreprises sont menacées de fermeture, c'est sur le thème de la défense de l'emploi que se déroula une manifestation relativement combative, de 3 à 4000 métallos.

Par contre, à l'usine Sud-Aviation d'Aubervilliers, où les mutations, licenciements déguisés, se sont multipliés récemment, la mobilisation a été des plus faibles.

En rejoignant, le 1er mai, le cortège des organisations révolutionnaires, l'avant garde ouvrière qui se dégage des luttes et des expériences récentes manifestera sa volonté de lutter contre le patronat et son Etat, sur des mots d'ordre unificateurs et mobilisateurs, contre les simulacres de mobilisation auxquels sont réduits nos bureaucrates syndicaux.

Michel THOMAS

La grève de Jeune Afrique entame sa septième semaine. Mais il ne faut pas se cacher qu'elle brûle ses dernières cartouches. Ce n'est pas le patron qui aurait été capable de la vaincre, malgré sa canaillerie. Nous avons relaté dans nos précédents numéros sa campagne de calomnies de style « stalinien », ses appels à la police française et aux gouvernements africains les plus réactionnaires. Il y a ajouté en dernier lieu la demande au commissaire de police du XVI^e arrondissement de bien vouloir « vérifier l'identité » du secrétaire du comité de grève, un Guinéen. Malgré cela, le courage des grévistes est resté entier. Mais ils sont acculés à la défaite par la trahison de la fédération CGT du Livre qui agit sous le couvert du syndicat général du livre (secrétaire : Buro) et de la chambre typographique (secrétaire Waille).

Rappelons que l'un des exploits, et non des moindres, des dirigeants de la fédération du livre consiste à marchander un accord avec le patron dans le dos des grévistes. Ledit accord ne donne rien de plus aux grévistes que ce que le patron accordait avant la grève, soit un mois supplémentaire d'indemnité aux 18 licenciés (tout l'atelier de composition). Quand la réunion de conciliation a lieu, les grévistes refusent de signer le protocole d'accord. Le patron ne fait pas un seul pas en avant alors qu'ils se déclarent prêts à des concessions sur le cahier de revendications. C'est la rupture. Mais, à peine ont-il le dos tourné que le secrétariat du comité inter-syndical du livre signe (y compris au nom du syndicat des correcteurs dont les représentants n'ont pas été convoqués), le protocole d'accord que les grévistes viennent de refuser.

C'est la trahison pure et simple. Aux typos grévistes qui protestent, les bureaucraties déclarent froidement qu'ils sont plus capables qu'eux de savoir quelle décision prendre, et que s'ils n'acceptent pas le protocole d'accord, ils seront radiés du syndicat en vertu d'un article destiné à sanctionner les « jaunes ». C'est-à-dire privés de travail puisque le syndicat a le contrôle de l'embauche.

Le samedi 17, le patron Ben Yahmed rencontre les grévistes et leur annonce cyniquement qu'ils seront tous licenciés (au mépris des lois sur le licenciement pour fait de grève). Il refuse d'accorder les indemnités réclamées par les grévistes, disant : « je vous les accorderais bien, mais si je le faisais, je bafouerais vos syndicats avec lesquels je viens de signer un accord sur moins ». Tous les grévistes sont assignés au tribunal des référés le 20

avril par Ben Yahmed qui exige l'abandon des locaux qu'ils occupent. La justice bourgeoise, assez exceptionnellement, demande 48 heures de réflexion puis prononce que les grévistes seront sommés individuellement d'évacuer dans les huit jours.

Ce répit assez exceptionnel, est un succès relatif qui va permettre aux grévistes d'élargir leur action.

S'ils sont trahis, les grévistes ne sont pas brisés. Le mouvement de solidarité rassemblé autour d'eux ne se démolira pas et va redoubler d'activité pendant « la semaine de répit » pour faire face à la répression patronale.

Un comité de soutien s'est constitué le 19 avril. Une pétition d'intellectuels sommant Ben Yahmed de soutenir ses accusations devant un jury d'honneur continue à rassembler des signatures et confondra le calomniateur, ne serait-ce que par son refus d'affronter des juges intègres.

La combativité manifestée par les grévistes de Jeune Afrique, l'unité solide des journalistes, des correcteurs, des typos et des employés, des Français et des Africains, aura été un exemple et leur donne droit d'attendre maintien de la solidarité. La collecte reste ouverte. Une fête de solidarité se tiendra le premier mai.

En même temps, la campagne d'explication se poursuivra. Les bureaucraties devront rendre des comptes. Si les responsables CGT non impliqués dans la trahison (journalistes, correcteurs) hésitent à affronter publiquement les puissants bureaucraties fédéraux, de plus en plus nombreux sont les syndiqués, les sections CGT même, qui protestent et exigent des explications.

La Taupe Rouge (édition), le Poing Rouge (imprimerie), affolent déjà les bureaucraties parce qu'ils les démasquent. Mais nous les assurons que ce n'est rien à côté de ce qui les attend. Bientôt, ils entendent crier : « A la porte, les permanents jaunes ! A la porte les bureaucraties, collaborateurs de classes ! »

L'offensive patronale contre le vieux bastion des travailleurs du livre sera vite arrêtée si les « généraux » de la classe ouvrière n'étaient pas des trahisseurs qui pactisent avec l'ennemi. La grève de Jeune Afrique, petite affaire à son début, a pris valeur d'exemple.

Elle portera loin son enseignement et aura ainsi contribué à l'indispensable redressement qui doit aboutir à un front solide sur les mots d'ordre : Halte aux licenciements et recyclage aux frais des patrons des travailleurs menacés par les fermetures de boîte à l'équipement suranné !

Michel LEQUENNE

les travailleurs en lutte contre les licenciements

Pessimisme, crainte et appréhension, tels sont les sentiments que ressentent les travailleurs de la sidérurgie lorraine.

En effet, on s'oriente, dans une partie importante de cette région, vers un désert économique redouté à la fois par les travailleurs et leurs familles, les commerçants et les jeunes.

De fermetures d'ateliers et d'installations, de limitations de production en investissements extérieurs (Dunkerque, Fos sur Mer et bientôt Le Havre), va-t-on assister à l'enterrement de première classe de ce que le journaliste bourgeois Raymond Cartier qualifiait il y a 15 ans dans Paris-Match, de « Texas Français » ?

Il est certain que les craintes sont justifiées et que les perspectives sont sombres, principalement dans la Vallée de la Fensch où 2 établissements de WENDEL-SIDELOR (KNUTANGE ET HAYANGE) sont condamnés à court terme.

Le patronat affirme qu'il n'y aura pas de problème de reclassement ; les syndicats jaunes CGC-FO-CFTC ne voient pas l'utilité de mener une action bien que les travailleurs ressentent les mesures discriminatoires dues aux mutations dans les autres établissements du groupe :

- * pertes de salaires allant parfois jusqu'à 300 ou 400 francs par mois

- * lorsqu'il n'y a pas de perte de salaire, il y a détérioration des conditions de travail, notamment dans le cas du passage au régime continu 42 heures (travail de nuit une semaine sur trois et trois dimanches sur quatre)

- * perte de la classification : ils ne sont pas rares les professionnels qui se retrouvent ouvriers spécialisés ou ces derniers qui deviennent manœuvres ! Il faut préciser que l'ensemble du personnel (sauf les cadres) a dû passer des tests et que la direction s'en sert : 32 % des ouvriers de fabrication, qui ont assuré pendant des années la rentabilité de l'usine, sont maintenant déclarés inaptes à la moindre formation et de fait jugés trop bêtes pour être reclassés !

- * augmentation du temps de transport et prise en charge par les travailleurs d'une part importante des frais de déplacement.

Le patronat et les pouvoirs publics ont multiplié les promesses pendant des années, mais la réalité, c'est que le patronat a négocié dans la pleine euphorie depuis l'après-guerre jusqu'en 1965 : productions records, impressionnantes tableaux d'heures supplémentaires (les 16 heures à l'usine, si ce n'est les 24 n'étaient pas rares !), multitude d'entreprises familiales, absence d'investissements...

Un matin, la situation devenue difficile a contraint aux fusions par affinité, cela avec la bénédiction de l'Etat qui n'a pas hésité sur l'argent des contribuables. Le Vie Plan annonce une production qui sera couverte par 2 ou 3 grandes entreprises alors qu'il en existait 25 ! Comme conséquence, la diminution des effectifs : on parle pudiquement de 12.000 travailleurs, la majeure partie des travailleurs en Lorraine ; dans cette région, ne subsisteront que quelques installations gravitant autour de SOLLAC et SACILOL.

LA LUTTE S'ORGANISE...

Face à cette situation, les sidérurgistes, à KNUTANGE principalement où 1200 emplois vont disparaître d'ici la fin de l'année (arrêt de l'aciérie THOMAS et des gros trains) sont entrés dans la lutte pour une première grève de 24 heures le mercredi 7 avril. Les syndicats CGT et CFDT, après l'échec d'une grève générale en 1970, ont cette fois-ci eu le souci d'être à l'écoute de la base (aiguillonnés par la lecture du bulletin de la Ligue, « Fensch-Rouge » ?) : ils ont fait depuis le début de l'année une série de réunions d'explications sur les chantiers et d'appels à l'action. Une assemblée générale, tenue le 1er avril en soirée a réuni 300 travailleurs décidés, un succès si on tient compte du problème des 3 tournées et des longs déplacements.

Autre aspect important : la grève de 24 heures a été suivie par la totalité des ouvriers et par 30 % des mensuels (surtout les techniciens et les dessinateurs) sans que les syndicats soient obligés, comme en 67 et 68, de bloquer les portiers contre une partie importante des travailleurs ! Adhésion totale donc des travailleurs à l'action.

.....SOUTENUE PAR LA POPULATION

Adhésion aussi de la part de la population :

- * les interventions par micros dans les villes et les cités, sur les marchés (...une innovation !) étaient suivies avec intérêt et sympathie.

- * un tract adressé spécialement aux ménagères les a gagnées au mouvement, et cela compte dans la sidérurgie où bien souvent c'est la femme qui tient les cordons de la bourse.

- * les commerçants, très concernés par les arrêts ont exprimé leur solidarité en fermant leurs magasins pendant deux heures l'après-midi : cela ne s'était jamais vu.

- * les élus locaux ont participé à la manifestation : jamais vu non plus.

Seule déception : la manifestation de l'après-midi n'a réuni que 1500 personnes (alors qu'il y a 3700 travailleurs à l'usine).

Autre point noir : le meeting : celui-ci, beaucoup trop long, s'est tenu sur la place de l'église à HAYANGE alors que le siège social de Wendel-Sidelor se trouve un peu plus loin ; il est clair que la direction de la CGT a eu peur d'être débordée par les travailleurs (qui avaient déjà cassé la grille en 69 alors qu'ils n'étaient que 500 !) ; quant à la CFDT, pour ne pas rompre l'unité du mouvement, elle a suivi, ce contre l'avis même de ses militants de base.

Pour les travailleurs, c'est clair : on ne les y reprendra plus : assez de tribunes où les pontes syndicaux viennent redire cent fois la même chose, mais des actes !

ET MAINTENANT ?

Bien sûr, après ce premier mouvement, refus de la direction générale de négocier de véritables garanties ; **LA LUTTE VA DONC CONTINUER**. Et le député UDR du coin de crier au secours : « nous allons vers un nouveau Faulquemont ! ». Mais les travailleurs se passeront aisément de sa présence (et ne répéteront pas l'opération BOUSCH, maire de FORBACH...).

Actuellement les deux syndicats se concertent ; dans l'usine, le climat est très combatif : les travailleurs sont prêts à engager une action de longue haleine. Mais il y a un danger : **L'ISOLEMENT** ; il faut à tout prix éviter le dépréssissement que Wendel-Sidelor tentera d'imposer en assurant la production ailleurs.

Il existe donc pour les travailleurs une alternative :

- * ou mener seuls une action très dure et très spectaculaire avec occupation des usines et de la direction générale.

- Mais quelle sera l'attitude de la direction de la CGT, soucieuse de « sa responsabilité » ?

- La Ligue quant à elle se bat pour imposer la création d'un **COMITE DE GREVE** qui mènerait l'action et serait responsable en permanence devant les travailleurs.

- * ou bien s'efforcer de mobiliser une partie importante des entreprises régionales. Des mouvements se font jour un peu partout (il y a eu ces derniers temps des actions importantes à JOEUF, à SOLLAC, à HAGONDANGE, à HAYANGE et à USINOR-THONVILLE) ; il n'est pas impossible, loin de là, de coordonner ces luttes car le mécontentement est général, et de lutter sur trois points précis :

- défense de l'emploi
- augmentation des ressources
- amélioration des conditions de travail

Ce qui est sûr en tout cas, c'est qu'on reparlera sous peu de Wendel-Sidelor et de la Lorraine.

Enfin, localement, et pour ne pas perdre le potentiel acquis dans le restant de la population, il est urgent de créer un **COMITE DE LUTTE** regroupant des syndicalistes, des commerçants, des enseignants et des représentants des partis politiques, sans exclusive et sur des bases offensives et claires :

- pas de fermetures sans implantation d'industries nouvelles
- pas de mutations sans garanties de salaires et de classifications
- formation assurée par l'Etat
- maintien dans le nouvel emploi pendant au moins 5 ans.
- retour aux 40 heures immédiatement et retraite pleine et entière à 60 ans et 55 ans pour les travaux pénibles.

le 18 avril 1971
Correspondant

Dernière minute :

Une nouvelle grève de 24 heures a eu lieu le mercredi 21 avril. Nous en reparlerons la semaine prochaine.

communiqué

COMMUNIQUE DE L'U.G.T.S.F.

PLUSIEURS CENTAINES DE DELEGUES DE L'UNION GENERALE DES TRAVAILLEURS SENEGALAIS EN FRANCE DE PARIS ET DE PROVINCE SE SONT REUNIS LE DIMANCHE 28 MARS 1971 POUR EXAMINER LA SITUATION DES TRAVAILLEURS AFRICAINS EN FRANCE

Ils sont inquiets devant le sort des travailleurs qui viennent de France.

Ne pouvant remplir toutes les conditions exigées par les accords franco-africains en particulier l'obtention du contrat de travail avant leur départ, les Africains qui veulent venir en France sont obligés de le faire en fraude dans des conditions très pénibles :

- voyages plus coûteux (de 4 à 5.000,00 Frs)
- transit par la Mauritanie, le Maroc, l'Espagne, etc ..
- souvent refoulés beaucoup se suicident, d'autres meurent d'épuisement.

Il est impossible pour les Africains de rester dans leur pays où la situation économique est dramatique et se détériore chaque jour.

L'UGTSF demande aux pays intéressés que des mesures soient prises pour éviter ces drames et décide de faire des démarches dans ce sens.

Fait à Puteaux le 28 mars 1971

LE BUREAU

paquet: un négrier moderne

La Compagnie Paquet qui aligne un seul bateau, l'Ancerville, s'est spécialisée dans le trafic lucratif des travailleurs africains en route pour l'Europe.

Qu'on en juge : 500F pour une traversée de 4 jours, dans des conditions ignobles : les travailleurs africains, comme le bois d'ébène du 18ème ou 19ème siècle, sont entassés par centaines à l'avant du navire, dans des dortoirs situés sous la ligne de flotaison. A l'arrière, coopérants français, rentiers en croisière, hauts fonctionnaires ou ministres africains disposent de piscines ou de croissants chauds.

Paquet n'est qu'un des maillons de la chaîne fort rentable de négriers et de trafiquants qui alimentent le patronat européen en travailleurs immigrés, avec la complicité des services officiels de police portuaire etc...

une nouvelle stratégie économique du grand capital après de gaulle

**BULLETIN
PREPARATOIRE
DE DISCUSSION AU
2^e CONGRES DE LA
LIGUE COMMUNISTE**

section française de la IV^e Internationale



If.

avril 1971

1er mai contre les diviseurs démocratie ouvrière !



La direction de la CGT, qui est décidée à tout faire pour éviter que les révolutionnaires, comme l'an dernier, ne parviennent à manifester massivement, avec leurs cortèges, leurs banderoles et leurs mots d'ordre avait proposé l'organisation d'une manifestation strictement syndicale, à la CFDT et à la FEN.

Or, l'Humanité du 22 avril annonce que la CGT seule organisera le cortège : l'unité n'a pu se faire avec la CFDT, du fait de la prétention intolérable et inadmissible de celle-ci à exiger que des contacts soient pris avec « certaines organisations gauchistes » en vue de leur participation au défilé.

De même que pour les manifestations pour l'Indochine, le PCF et sa fraction dans la CGT font de l'exclusive jetée contre les révolutionnaires une barrière infranchissable. Les partenaires de la CGT doivent se soumettre ou se démettre. Jamais, affirmaient des dirigeants du PCF et de la CGT, nous ne cautionnerons les activités « gauchistes ». Pourtant les dirigeants staliniens savent bien, et ils en ont fait souvent l'expérience, qu'ils ne sont pas en mesure de nous empêcher de manifester, et qu'en pratique ils sont contraints de nous tolérer dans les rassemblements ouvriers.

L'URP-CFDT a donc rompu avec la CGT sur ce problème de la participation des révolutionnaires, mais c'est pour annoncer que, une action unitaire n'étant pas possible, elle se retire de la manifestation !

Les militants CFDT de la région parisienne n'auraient pas compris que l'URP s'incline devant les exigences des stalinians, et c'est ce qui a déterminé ses dirigeants à engager des démarches auprès du PSU, de LO et de la Ligue.

vient de paraître:
POUR UNE
cfdt **F**
DE LUTTE **D**
DE CLASSE **T**
taupe rouge 3 1f.

Mais les militants CFDT ne comprendront pas plus le retrait pur et simple de l'URP, qui est une véritable démission ! Est-ce par l'abstention que l'URP-CFDT entend faire avancer la cause de la démocratie syndicale et ouvrière ? Est-ce ainsi qu'elle pense renforcer, face au patronat et à l'Etat, la mobilisation et la combativité ouvrière ?

Pour notre part, nous ferons tout pour la faire revenir sur sa décision de ne pas appeler à manifester le 1er mai. En tous cas nous y serons.

Le 1er mai est une journée internationale de lutte et de mobilisation pour toutes les organisations ouvrières et ce qui tend à limiter cette mobilisation quels qu'en soient les motifs, est néfaste et injustifiable.

Quoiqu'il en soit nous manifesterons le 1er mai, avec le PSU et Lutte Ouvrière, et nombreux seront les militants de la CGT comme de la CFDT à nous rejoindre, sur nos mots d'ordre :

- les contrats ne paient pas, seul le combat paiera !
- augmentation uniforme
- retour immédiat aux quarante heures
- A bas la répression
- Vietnam, Laos, Cambodge, Indochine vaincra
- Tchécoslovaquie - Pologne, le pouvoir aux travailleurs.

augmentations égales pour tous !

Depuis plusieurs mois, à longueur de colonnes, la direction de la CGT et le PCF s'acharnent à démontrer qu'il faut défendre la hiérarchie des salaires. D'articles en brochures spéciales, tous les arguments sont bons pour justifier les augmentations en pourcentage.

Pourtant de plus en plus, les travailleurs mettent en avant la revendication d'**augmentation des salaires égale pour tous**, reprenant ainsi la tradition des grandes luttes ouvrières.

Et la direction de la CGT ne sait répondre que par le trop célèbre qualificatif de « gauchiste ». Comme si la revendication uniforme avait germé dans la tête des militants révolutionnaires ! (...c'est leur faire beaucoup trop d'honneur).

Si spontanément les travailleurs mettent en avant cette revendication (quitte à recevoir les foudres de leurs bureaucraties syndicales) c'est parce qu'elle défend réellement leurs intérêts, c'est qu'elle leur permet d'obtenir une élévation sensible de leur pouvoir d'achat, c'est qu'elle leur permet de lutter unis.

Mais pour ceux qui n'ont pas compris les « arguments » de la direction de la CGT, pour ceux qui n'ont pas compris pourquoi « par principe » il fallait se battre pour des augmentations hiérarchisées, les bureaucrates utilisent d'autres moyens : leurs luttes sont trahies.

A la SNPA de Lacq l'an dernier comme au BHV-Garges cette année, comme dans beaucoup d'autres endroits, les bureaucrates de la CGT ont volontairement isolé les travailleurs en lutte, précipitant ainsi leur échec face au patronat.

POURQUOI DES AUGMENTATIONS UNIFORMES ?

En matière de salaire, l'arbitraire patronal bat son plein : en multipliant le nombre de catégories et d'échelons, en multipliant les primes, on en arrive à des dizaines de taux de salaires différents dans les entreprises ; deux ouvriers qui font le même travail n'ont jamais le même salaire.

LA DEVISE PATRONALE : DIVISER LES TRAVAILLEURS

De même, en accordant des salaires très élevés à certaines catégories, les cadres, le patron espère acheter leur conscience, rêvant d'un temps (pas si éloigné) où les ingénieurs, l'élite peu nombreuse, étaient le bras droit de la direction dans l'usine.

DES AUGMENTATIONS EN POURCENTAGE ?

Tous les travailleurs savent ce que cela signifie : les plus bas salaires (ceux qui ont pourtant le plus besoin d'être augmentés)

n'obtiennent que des miettes. Pour une même lutte, chaque catégorie obtient une augmentation différente : ainsi, pour une augmentation de 10 %,

- le manœuvre à 800F par mois obtiendra 80F
- le technicien à 1500F par mois obtiendra 150F
- l'ingénieur à 2000F par mois obtiendra 200F

et ne parlons pas des cadres supérieurs, de ceux qui gagnent jusqu'à 6000F par mois !

Par conséquent, revendiquer des augmentations en pourcentage, c'est reproduire la division imposée par le patronat, c'est l'accepter et donc la cautionner.

Pour nous, il ne saurait être question d'accepter cela : la hiérarchie des salaires n'est pas une conquête de la classe ouvrière, même si la reconnaissance de la qualification fut une victoire.

Combien de fois dans les entreprises a-t-on entendu les ouvriers dire : « avec des augmentations hiérarchisées, cela veut dire faire grève pour les cadres » ?

La direction CGT, qui depuis le dernier congrès de la métallurgie prétend mieux tenir compte des opinions des travailleurs, devrait pourtant le savoir !

POUR L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS : AUGMENTATIONS UNIFORMES

Si nous mettons en avant la revendication d'augmentation des salaires égale pour tous, c'est parce qu'elle permet de défendre réellement les intérêts des travailleurs.

Il n'est pas question pour nous de mieux répartir une masse salariale, de mieux gérer ce qu'accorde le patronat ; notre but est que tous les travailleurs obtiennent des augmentations sensibles, et non des miettes.

L'argument de la direction de la CGT : « vous déshabiliez Paul pour habiller Pierre » est grotesque : car lorsque nous revendiquons par exemple 200 francs pour tous, en quoi les cadres sont-ils lésés ? Ce que nous voulons au contraire, c'est habiller Pierre et Paul et déshabiller le patron !

Parce que tous les travailleurs y trouvent leur compte, le mot d'ordre d'augmentation uniforme permet DE LUTTER DANS L'UNITÉ : au lieu que le manœuvre lutte pour 80F, le technicien pour 150F et l'ingénieur pour 200F, l'unité peut se réaliser sur 200F pour tous.

Le rôle des syndicats n'est pas de défendre les intérêts catégoriels des travailleurs, mais au contraire leurs intérêts collectifs.

On ne fait effectivement pas grève en appuyant sur un bouton car les sacrifices sont lourds. Il faut donc que le jeu en vaille la chandelle. Il faut aussi que les travailleurs mettent tous les atouts de leur côté.

L'UNITÉ DANS LA LUTTE EST UNE CONDITION DE LA VICTOIRE.

Lorsque tous les travailleurs se battent ensemble, sur une revendication commune, ils peuvent faire reculer le patron.

La revendication d'augmentation uniforme permet justement de réaliser l'unité derrière les travailleurs les plus combattifs, d'unifier les luttes ouvrières.

Ce que nous voulons, c'est l'unité dans la lutte et non pas l'unité factice de la défense des intérêts catégoriels.

C'est pourquoi les militants révolutionnaires dans les entreprises défendent le mot d'ordre d'augmentations uniformes. Les militants ouvriers conscients de leurs intérêts de classe doivent discuter autour d'eux, dans leurs ateliers, dans leur syndicats pour faire triompher cette revendication.

C'est dans ce cadre que la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière ont publié en commun deux brochures d'explication : Camarades,

LISEZ ET DIFFUSEZ LA BROCHURE :

Pour l'unité de la classe ouvrière :

**AUGMENTATIONS DES SALAIRES ÉGALES
POUR TOUS**

Prix : 2F

DIFFUSEZ MASSIVEMENT LA PLAQUETTE :

autour de vous

- une revendication juste
- une revendication de classe

AUGMENTATION UNIFORME

DES SALAIRES

(en cours d'impression) : prix 0F50

prochains articles :

- les cadres, la hiérarchie et la direction de la CGT
- défendre ou détruire la hiérarchie ?

Ceylan, haut-lieu de la résistance à l'envahisseur portugais et britannique. Ce meeting rassembla au moins 15 000 personnes, plus que n'en avait rassemblé à Kandy dans ce même endroit celui de la coalition de « gauche » qui devait clôturer triomphalement la campagne électorale en mai 70. La moyenne d'âge se situait entre 15 et vingt ans. Ces manifestations révolutionnaires de masse fournirent la preuve de la profondeur de la radicalisation en cours parmi la jeunesse étudiante, rurale et urbaine. Par la suite une répression incessante se heurtait à une politisation plus grande, plus répandue, à la suite de ces meetings. Certains durant deux heures de l'après-midi à dix heures du soir, un débat interrompu avec toutes sortes de questions succédait à l'exposé, toujours le même, divisé en trois parties : 1— les origines du mouvement, réponses aux calomnies, 2— la critique totale du gouvernement, 3— les objectifs de la lutte à entreprendre.

Rohan Wijeweera a assuré la tenue de tous les grands meetings. Il est arrêté depuis le 13 mars. La nouvelle ne fut connue que le 15 mars.

Il a été arrêté à Amparai non loin de la côte orientale de l'île, dans la Province de l'Est, dans une maison où il se trouvait avec cinq autres camarades, après une réunion qui s'était tenue à proximité de la ville. Les policiers qui les arrêtèrent ne savaient pas qu'il s'agissait de Wijeweera, jusqu'à ce qu'il leur signale. Immédiatement après, l'état d'exception fut décreté, conséquemment à ces arrestations. Wijeweera fut soumis à la législation d'urgence et incarcéré à la prison de Jaffna, dans l'extrême nord de l'île. Un autre dirigeant du J.V.P., Mahinda Wijesekera, est aussi aux arrêts dans la même prison. Une partie de la direction du J.V.P. est maintenant entre les mains de la contre-révolution ceylanaise, il faut les en sortir !



de moscou à washington

l'ordre bourgeois bureaucratique contre la révolution ceylanaise

La crise révolutionnaire ceylanaise se développe à un rythme accéléré. Le black out imposé par le gouvernement de « Front Populaire » sur l'information commence à perdre de son étanchéité à mesure que les nouvelles affluent vers les centres urbains et notamment vers la capitale, Colombo. L'arme politique qu'est la censure dans les mains de la coalition gouvernementale ne peut imposer sur une période prolongée le règne de la calomnie, des fausses informations et du conditionnement politique et psychologique de masses entières dont la méfiance et la désaffection à l'égard du gouvernement ne cessent de grandir au cours des mois qui suivirent le triomphe électoral de la coalition de « gauche ».

La profondeur de la crise révolutionnaire est telle qu'elle prend maintenant les formes d'une guerre civile révolutionnaire, combinant les aspects traditionnels de lutte de guérilla avec ceux propres à toute guerre civile dans les régions urbaines et industrialisées. Et manifestement, le gouvernement a allumé un feu dont il apparaît qu'il n'est pas capable de contrôler le développement, et qui risque à plus long terme de l'emporter lui et ses attributs de « gouvernement populaire ».

Le déclenchement par le gouvernement ceylanais dans une tentative de répression préventive, d'un processus révolutionnaire a porté à la connaissance du monde l'existence d'organisations révolutionnaires méconnues. L'image traditionnelle de Ceylan présentée comme la Suisse de l'Asie s'est effacée devant le nouveau foyer révolutionnaire asiatique qui s'est allumé dans l'île. Seulement quelques jours après le début de la lutte, le gouvernement ceylanais s'est vu obligé de faire appel à son collègue indien, puis à ses anciens maîtres britanniques et ses futurs « conseillers » américains pour faire face à l'extension des combats et à l'organisation du Janata Vimukti Peramuna, le Front de Libération Populaire.

D'OU VIENT LE JANATA VIMUKTI PERAMUNA (J.V.P.) ?

Quelques temps avant la tenue des élections de la fin mai 1970 qui portèrent au pouvoir la coalition de « gauche » composée du S.L.F.P./L.S.S.P./P.C. (1), le gouvernement de l'U.N.P., qui terminait son temps de gouvernement dans la débâcle, entreprit d'ultimes mesures de répression avant de passer la main. Il arrêta de jeunes militants déclarés appartenir à un mouvement « guérilliste » qui complotaient pour attaquer les bureaux de votes et s'emparer des urnes. Apparemment sans défense et surtout inconnus, ces jeunes militants offraient une occasion à la droite de l'U.N.P. qui s'agitait en vue d'un réel coup d'Etat, de créer un climat de tension telle que les élections pourraient être reportées et l'U.N.P. (sa droite) garderait ainsi sa position avec l'appui d'éléments militaires. Mal en pris les autorités étatiques, car l'organisation J.V.P. soutint les candidats « progressistes » des listes de la coalition de « gauche ». Bien après les élections, ces militants du J.V.P. furent maintenus sous les verrous par le nouveau gouvernement de Mme Bandaranaike. Alors commença une campagne de protestation et d'information par voie d'affiches manuscrites qui donna une première notion de la nature du J.V.P. Dans l'ensemble du pays où prédomine la majorité ethnique et linguistique sinhala (10 millions environ sur une population de 12,5 millions d'habitants), dans presque tous les villages, les banlieues des centres urbains et jusque dans les villes, des affiches écrites à la main en sinhala, de format réduit, étaient collées la même nuit sur toute l'étendue du territoire. Elles étaient signées J.V.P. et réclamaient la libération des

militants détenus. Une organisation inconnue, sans apparition ni manifestation publique antérieures, surgissait soudainement et provoquait une surprise qui devenait bientôt de la panique chez les autorités gouvernementales. Avec seulement le train ou les autobus poussifs pour se déplacer, sans utiliser les moyens de télécommunications disponibles pour des raisons de sécurité, la direction du J.V.P. parvenait à de multiples occasions à faire connaître ses positions et à créer en quelques mois un courant de sympathie de masse par un travail d'organisation des plus remarquables, en faisant agir plus d'une dizaine de milliers de militants comme un seul homme. Si l'on sait que la moyenne d'âge du J.V.P. dépasse tout juste la vingtaine d'années, et que l'on compte les difficultés que représentent les conditions offertes par un pays sous-développé pour le développement d'une organisation révolutionnaire, il en ressort que cette organisation ne datait pas de la veille, mais trouvait ses origines dans les partis de la gauche traditionnelle ; sa fondation datait déjà de près de cinq ans. Pendant cette période, en toute tranquillité, un groupe de militants rassembla patiemment, sans éclat, une quantité limitée de militants ; les liens étaient étroits, et l'information comme l'éducation restaient essentiellement orales. Quand Rohan Wijeweera, l'un des principaux fondateurs du J.V.P., fut relâché en juillet 70, après la campagne d'affiches, l'organisation décida de faire paraître un journal pour la première fois : il ne put paraître à une fréquence régulière parce que la police exerça des pressions sur les imprimeurs afin de les empêcher de sortir le journal. Le journal parut, il s'intitula : « Janata Vimukti » (Libération du Peuple). Il fut diffusé immédiatement à près de 40 000 exemplaires, et l'imprimeur se trouvait dans l'impossibilité de le sortir à un tirage plus élevé (le journal à plus fort tirage dans l'île, le « Janata », quotidien du soir en sinhala, tire à 200 000 exemplaires). Un marché noir du journal du J.V.P. s'organisa ; le journal passait de main en main, le prix augmentant à chaque opération. La curiosité y était pour beaucoup, mais la montée de la combativité des masses travailleuses et l'élévation de la conscience politique pour beaucoup plus. Trois à quatre fois par mois, la parution du journal était à lui seul un petit événement politique.

Un édifice politique ignoré, regroupant au moins dix mille militants depuis un temps appréciable, apparaissait comme la force politique la plus grande et la mieux organisée de l'histoire du mouvement révolutionnaire ceylanais.

Conscients de la nécessité de s'adresser au plus grand nombre possible, d'élèver la conscience des masses et de les rassembler, les membres dirigeants du J.V.P. mirent sur pied une campagne de meetings de masse en plein air dans les principaux centres politiques, culturels et populaires de l'île. Le premier se tint à Colombo le 10 août 70 dans le Hyde Park. 10 000 personnes, pour la plupart jeunes et d'origines diverses y assistèrent. Cela provoqua une nouvelle relance de la surprise et de la panique des instances gouvernementales. La veille, le gouvernement de coalition publia une dénonciation calomniatrice de ce mouvement en les accusant d'être les agents d'une puissance étrangère réactionnaire ; certains membres de la coalition au pouvoir allèrent plus loin : ils l'accusèrent d'être un agent de la C.I.A., tout simplement ! Aujourd'hui, ces mêmes crapules gouvernementales font appel à l'impérialisme britannique et U.S. pour les aider à assassiner ces mêmes militants !

Une série de meetings se tinrent ainsi dans le pays, de 5 à 10 000 personnes et parfois plus s'y pressaient. Cette campagne se termina le 2 octobre par un grand meeting dans les jardins de l'Université de Peradeniya à Kandy, la capitale historique de

LA TRAJECTOIRE POLITIQUE DE LA DIRECTION DU J.V.P.

Originaire d'une famille liée à des membres du parti communiste moscovite, R. Wijeweera fut envoyé à Moscou pour faire des études de médecine. À l'Université Lumumba où sont rassemblés les étudiants du tiers-monde, il prit connaissance du conflit sino-soviétique et prit parti pour la Chine. C'était vers 1962. Au moment de retourner à Moscou après un temps de vacances à Ceylan, il lui fut communiqué que son visa était annulé ! Au sein du parti communiste pro-Moscou, il travailla à dégager un noyau de militants, et quitta ce parti pour adhérer à celui d'en face, le parti communiste pro-Pékin. Il fut exclut plus tard, dans le cours de l'année 65, avec un groupe de militants qui avait grossi au cours du passage chez les maoïstes. Ces départs successifs avaient pour raison l'impossibilité de réformer ces partis et d'en faire des instruments révolutionnaires adéquats. La compréhension du stalinisme et de sa nature contre-révolutionnaire n'était pas pour autant dégagée, mais la compréhension du rôle déterminant des intérêts de l'état soviétique et de l'état chinois sur leur politique internationale étaient correctement saisies par le J.V.P.. C'est cela qui poussa la direction de ce mouvement à considérer non sans raison évidente, Cuba, le Vietnam et la Corée du Nord comme une alternative révolutionnaire et une solution dans un contexte qui demeure pour les militants du J.V.P. celui de l'Asie et de l'Indochine. C'est sur la base de cette indépendance de pensée d'une part et de la nécessité de trouver des alliés politiques que le J.V.P. établit des liens avec le mouvement trotskyste ceylanais vers la fin d'Août 70.

(1) S.L.F.P. : Shri Lanka Freedom Party de Bandaranaike
L.S.S.P. : Lanka Sama Samaja Party
P.C. : Parti Communiste pro-Moscou



Il est possible de distinguer trois phases dans l'histoire du J.V.P., la première débute avec le départ de Moscou de Wijeweera, le passage dans les deux P.C. et la période secrète de construction du J.V.P.. La seconde est la percée spectaculaire et la prise de contact avec la réalité politique ceylanaise, quand le mouvement passa d'une sorte de contre-société fermée au stade de mouvement révolutionnaire luttant à visage découvert. La troisième phase débouche sur la situation présente, et combine une maturation politique accélérée et la préparation systématique de la résistance face aux mesures répressives incessantes et aux provocations répétées du gouvernement et sa police.

Dans le cours des derniers mois qui ont précédé l'éclosion de l'actuelle situation, la direction du J.V.P. a probablement parcouru un chemin politique comparable à celui parcouru en plusieurs années de construction du cadre organisationnel ; ce dernier explique par sa force la rapidité du premier.

Le J.V.P. s'est développé politiquement à une vitesse fulgurante dès qu'il dut apporter des réponses à une réalité dont il était devenu une des composantes essentielles si ce n'est la principale. Dans ce processus, l'action menée par les militants de la section ceylanaise de la IVème Internationale tient une place importante. Ces rapports entre les deux organisations malgré leur taille disproportionnée, ont permis d'ouvrir un champ d'action considérable à l'avant-garde révolutionnaire ceylanaise. L'histoire de ces relations s'ouvre en août 1970, et l'objet de leur établissement était la demande des militants du J.V.P. à nos camarades de prendre en charge la défense de leurs militants emprisonnés ou arrêtés. Cela fut fait, et Bala Tamboe, le secrétaire de la section ceylanaise et du C.M.U. (Ceylanese Mercantile Union) assura personnellement une partie de ce travail, non sans succès. Dans le cours de ce travail, des liens plus étroits se tissèrent, car le J.V.P. du fait de la répression systématique du gouvernement se devait de chercher des alliés politiques. Par la calomnie, le mensonge, le gouvernement ceylanais chercha sans cesse depuis l'apparition publique de ce mouvement de l'isoler et le frapper sans que quiconque ne bouge. Ces alliés politiques étaient tout trouvés ; c'étaient ceux qui avaient exprimé à haute voix avant les élections leur refus de soutenir la coalition gouvernementale de « Front Populaire », et qui avaient expliqué la supercherie politique de cette opération et ce qu'elle réservait aux travailleurs. Le LSSP (R), section ceylanaise de la IVème Int., le syndicat (C.M.U.) qu'il anime, représentait l'essentiel de cette opposition révolutionnaire. Cette collaboration prit la forme peu à peu d'un Front Unique Révolutionnaire qui se manifesta publiquement à deux reprises au cours des derniers six mois.

Par cette ouverture politique, le J.V.P., en tant qu'organisation principalement basée sur la jeunesse rurale pauvre, bien que possédant des bases réelles au sein de la jeunesse urbaine et ouvrière ainsi que dans les universités et les établissements d'enseignements inférieurs, permit une politicisation accélérée de ses membres dans les villes, notamment à Colombo. Dans le cours de ce développement, des militants ouvriers sous l'influence du J.V.P. ou membres de l'organisation, renforcent le C.M.U. en y adhérant, confirmant le rôle clé que cette organisation ouvrière politique jouait dans le dégagement de l'opposition révolutionnaire de masse face au gouvernement. Des syndicats de taille réduites encore sous la dépendance de l'un ou de l'autre des deux Partis Communistes, furent brisés en partie ou en totalité dans ce processus, au profit du C.M.U. (il n'est pas rare encore aujourd'hui d'entendre des rumeurs d'origine maoïste ou pro-soviétique caractérisant, dans un but de dénigrement, le C.M.U. comme un syndicat de rond-de-cuir et de cols blancs !). Un véritable front unique révolutionnaire s'est peu à peu établi qui engloba dès ses débuts une organisation révolutionnaire issue de la minorité tamoul qui regroupe la majorité écrasante des travailleurs des plantations de thé. Pour la première fois depuis le début des mouvements révolutionnaires de l'île, une union s'était réalisée entre les trois secteurs fondamentaux de la population laborieuse de Ceylan. De cette réalisation et de sa solidification dépend très largement le développement des luttes actuelles qui reposent à ce stade essentiellement sur la jeunesse rurale radicalisée, c'est-à-dire sur le J.V.P.

LES FORCES ET LA DYNAMIQUE DU FRONT UNIQUE REVOLUTIONNAIRE

La révolution ceylanaise implique la mise en mouvement des secteurs décisifs de la population laborieuse. La structure économique de l'île, celle d'un pays sous-développé revêt des caractères particuliers. Elle est divisée entre d'une part une majorité sinhala, rurale (et en grande partie au chômage) et ouvrière ou artisanale. D'autre part, le million approximatif de travailleurs agricoles prolétaires tamils des plantations de thé représente le troisième secteur fondamental, coupé des deux premiers par la barrière linguistique et culturelle qui fut toujours utilisée si ce n'est renforcée par les partis bourgeois locaux. Cette masse de travailleurs d'origine indienne, sans droits démocratiques reconnus par aucun des gouvernements ceylanais depuis l'indépendance, sans droit de vote, et exploitée au dernier degré a connu ces derniers temps un processus de radicalisation politique en son sein qui s'est exprimé par l'apparition d'une organisation révolutionnaire appelée le Young Socialist Front.

Parmi les calomnies circulant dans les milieux bourgeois et réformistes sur le dos du J.V.P., l'accusation de chauvinisme

sinhalais était une de celle qui connut le plus grand écho ; elle signifiait que le J.V.P. était favorable à l'expulsion pour en faire une force de travail à bon marché dans les plantations créées par les colons. Des courants nationalistes chauvins ont toujours cristallisé dans ce pays leurs positions sur l'expulsion des tamils, dénoncés comme agents des indiens ; certains milieux de gauche camouflait leur chauvinisme en les caractérisant comme les agents de la main mise de la bourgeoisie indienne sur l'économie ceylanaise ! Le J.V.P. jusqu'en octobre dernier ne s'était pas exprimé sur cette question décisive. Le LSSP (R) allait aider le J.V.P. à saisir ce problème et à agir en conséquence. A deux reprises au cours des mois de septembre et octobre 70, donc après la victoire électorale du « Front Populaire », des travailleurs tamils des plantations de thé furent abattus par la police, alors qu'ils engageaient des mouvements de revendications. Le 1er septembre dans la Plantation de thé de Kinkellay, dans le nord du pays, puis à Norwood dans le centre du pays, en octobre cette fois, le gouvernement fournit la preuve au peuple ceylanais de la nature de la politique qu'il appliquait après les promesses électorales mirobolantes.

Le front unique révolutionnaire apparut pour la première fois, lors d'un meeting de protestation tenu à Norwood même vers la mi-novembre. Et pour la première fois à Ceylan, des organisations révolutionnaires représentant les forces dynamiques de la révolution ceylanaise exprimaient des positions politiques proches et une volonté commune de s'opposer à la politique répressive du gouvernement.

A la tribune, Rohan Wijeweera pour le J.V.P., Bala Tamboe pour la section ceylanaise de la IVème Internationale (LSSP) (R), un dirigeant du C.M.U., et un représentant du Young Socialist Front tamoul, prirent la parole. R. Wijeweera fut remarquer dans son

(Socialist Front, à ne pas confondre avec l'organisation tamoul d'appellation similaire), et le C.M.U.. Le meeting se tint à Colombo le 6 février. Une foule de plus d'une dizaine de milliers de jeunes, ouvriers, écoliers, étudiants, se pressa à ce meeting. Les orateurs dont Mahinda Wijesekera pour le J.V.P. et Bala Tamboe pour le LSSP (R), dénoncèrent l'installation dans l'île de Diego Garcia dans l'Océan Indien (contrôlée par les britanniques) d'une base militaire U.S., dont le but et l'utilisation sont évidents : la répression de tout mouvement révolutionnaire représentant une menace pour les gouvernements indien ceylanais, et est-africain. Les orateurs dénoncèrent la vente de matériel militaire britannique au régime fasciste sud-africain, et expliquèrent à la masse des militants présents que le maintien de Ceylan dans le cadre du Commonwealth signifiait la subordination de l'île aux intérêts de l'impérialisme en Asie.

Le gouvernement sentit qu'il perdait l'initiative politique dans une situation économique qui ne cessait de se détériorer depuis sa venue au pouvoir. L'unité révolutionnaire qui se réalisait entre des secteurs traditionnellement isolés les uns des autres, se traduisait dans un cadre offensif qui donnait à ce front révolutionnaire un pouvoir d'attraction et de mobilisation des masses. La désaffection galopante des secteurs combattifs des masses à l'égard du gouvernement, et leur organisation par ces mouvements faisait du mécontentement massif une arme révolutionnaire.

Le journal hebdomadaire de Hong-Kong « Far Eastern Economic Review », a publié une explication très juste de la situation dans laquelle se trouve le Gouvernement Bandaranaike : « A cause de la situation financière dangereuse ... Ceylan ne peut pas se permettre de heurter qui que ce soit dans ses tentatives de se maintenir à flots. C'est la raison pour laquelle

solidarité avec la révolution ceylanaise

Déclaration du Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale. Extraits

La Quatrième Internationale reconnaît que la lutte a démarré avant que tous les secteurs des masses opprimées, notamment les travailleurs des villes et des plantations, ainsi que la minorité tamoul, se soit unifiés politiquement, de façon à se trouver en position d'affronter les provocations gouvernementales avec succès et de régler les comptes avec l'état et la classe capitaliste. La IVème Internationale fait appel à tous les révolutionnaires, partout, pour briser la conspiration du silence qui couvre la répression à Ceylan. Elle affirme son soutien total aux militants révolutionnaires ceylanais pourchassés et persécutés. Elle lance un appel à la classe ouvrière internationale, à toutes les organisations ouvrières et anti-impérialistes par le monde, pour faire tout ce qui est en leur pouvoir pour bloquer les expéditions de matériels militaires, à tous les états ouvriers pour cesser immédiatement l'envoi d'aide et d'équipement militaire au gouvernement ceylanais, qu'il utilise uniquement pour assassiner et terroriser son propre peuple. Elle lance un appel à la classe ouvrière internationale afin qu'elle ne se laisse pas abuser par le verbiage de « gauche » du gouvernement Bandaranaike, et que soient clairement compris la nature capitaliste du régime et le caractère pro-impérialiste de la répression. La proclamation de l'état d'exception a été approuvée par tous les partis représentés au Parlement, dont l'U.N.P. (le parti réactionnaire United National Party). Le gouvernement de Mme Bandaranaike a ouvert les

aéroports au gouvernement pakistanais pour le transport de troupes et de matériels au Bengale Oriental pour les besoins de la répression du soulèvement du peuple bengali. Le lieutenant-colonel Ranatunga, de l'armée ceylanaise, a justifié dans une conférence de presse tenue le 18 avril dernier, l'exécution de prisonniers du J.V.P. sans jugement, en déclarant : « Nous avons appris trop de leçons du Vietnam et de la Malaisie. Il faut les détruire complètement ». (The Times, 19 avril 1971).

Travailleurs indiens et militants anti-impérialistes : Dressez-vous devant le Pacte honteux conclu par Indira Gandhi avec le boucher Yahia Khan, avec les impérialistes britanniques et américains, pour soutenir la classe ouvrière, les paysans et la jeunesse étudiante de Ceylan !

A bas les traîtres Keuneman, N.M. Perera, Colvin R. de Silva, et Leslie Gonnewardene (1), qui à l'image de leur prédécesseur Noske, arment maintenant la réaction, laissent une armée bourgeoise assassiner les révolutionnaires ; ils soutiennent les assassins et participent à la répression des masses de leurs propres pays, et aident la liquidation de toutes les libertés démocratiques pour les travailleurs.

Liberté pour Rohan Wijeweera et tous les autres dirigeants révolutionnaires du J.V.P. qui ont été arrêtés !

Pas un dollar, pas une arme pour l'armée bourgeoise et l'état ceylanais !

Vive la révolution socialiste ceylanaise !

19 avril 1971.

allocution que cet événement avait un caractère historique pour le mouvement révolutionnaire ceylanais, et appela l'audience, presque uniquement composée de plus d'un millier de travailleurs tamoul des plantations de thé, à renforcer les liens établis : il apportait un démenti puissant et probant à la propagande de dénigrement du J.V.P. qui le caractérisait comme une organisation sinhala fasciste.

Le gouvernement sentit le vent souffler et comprit parfaitement la portée de cette manifestation de solidarité révolutionnaire. C'est par la suite qu'il se mit à préparer son entreprise de répression démarre à la mi-mars.

La seconde manifestation publique de ce front unique révolutionnaire ne se situa plus seulement par rapport à la répression, mais en fonction d'objectifs politiques offensifs à l'égard de la politique gouvernementale. Au moment où se tenait la Conférence du Commonwealth à Singapour, à laquelle assista Mme Bandaranaike, le LSSP (R) lança un appel pour la tenue d'un meeting afin d'exiger le retrait de Ceylan du Commonwealth. A cet appel répondit le J.V.P. qui amena avec lui son organisation étudiante, le Samayavadi Sangamaya

Mme Bandaranaike qui détient trois portefeuilles ministériels (la défense, les affaires étrangères, et la planification) doit éviter de s'orienter trop fortement à gauche. Dans ce contexte la peur des guevaristes semble être apparue à un moment inhabituellement opportun. Ainsi, les mesures d'exception peuvent temporairement sortir de l'esprit des gens leurs conditions de vie.

Les promesses socialistes de la campagne électorale sont depuis longtemps à l'eau. Il y a dans l'île 750 000 chômeurs officiellement reconnus, à quoi il faut ajouter la masse des chômeurs chroniques de tout pays sous-développé. Il faut remarquer dans cette masse de chômeurs une quantité importante de diplômés universitaires qui se sont retournés contre le gouvernement qu'ils avaient aidé à s'installer.

Le gouvernement n'avait pas d'autre choix en tant que gouvernement capitaliste que chercher des moyens de préserver son pouvoir et le règne impérialiste sur l'île. Ce qui voulait dire la destruction de l'opposition révolutionnaire qui prenait une autorité grandissante. Ces moyens se sont accumulés et celui qui mit l'étincelle aux poudres prit la forme d'une grossière provocation le 6 mars de cette année.

(1) Pieter Keuneman est le secrétaire du P.C. pro-Moscou, et est ministre de la construction, dans le gouvernement Bandaranaike. Leslie Gonnewardene, Colvin de Silva, N.M. Perera, sont

les principaux dirigeants du LSSP et occupent respectivement les postes de ministre des Transports, de ministre des Plantations, de ministre des Finances, dans le même gouvernement.

tous aux cotés des révolutionnaires ceylanais



Bala Tampoe, secrétaire du L.S.S.P. (R) et du C.M.U.

DE LA PROVOCATION A LA REPRESSEION

Le 6 mars 1971, un groupe de jeunes attaqua l'ambassade américaine. Or la veille, la police avait été mis en état d'alerte par le gouvernement. Le gouvernement saisit immédiatement cette occasion pour déclarer le lendemain, 7 mars, l'état d'urgence partiel. Selon le quotidien « Daily News » du 7/3, des tracts avaient été jetés dans la rue et dans l'ambassade, et d'après « un porte parole américain », on pouvait lire : « Assassins américains, quittez le Vietnam, le Laos, le Cambodge. Arrêtez immédiatement votre aide au mouvement anti-Che Guevara. Peuples d'Indochine, nous sommes à vos côtés. Le Front de la Jeunesse Maoïste (Mao Youth Front) ». Il est assez étonnant que personne à Ceylan parmi les militants révolutionnaires et syndicaux n'ait cru un seul moment à la véracité de l'allégation gouvernementale selon laquelle le J.V.P. était l'auteur de cette action. C'est la certitude qu'il s'agissait d'une opération montée par le gouvernement pour se donner un prétexte de lancer la répression contre le J.V.P. qui prédomina immédiatement. Le fait que l'ambassadeur U.S. à Ceylan, un certain Strashooper, ait été dénoncé dans le journal du J.V.P. quelques temps auparavant comme un agent de la C.I.A. et que cette même personne aurait été mentionnée comme tel par la commission Fulbright au Sénat américain, porte à croire que l'individu lui-même a été mêlé à



l'opération montée de toutes pièces.

Le J.V.P. fit savoir sur le champ qu'il n'avait rien à voir avec cette attaque. Jamais un tel type d'action n'a été commise par cette organisation auparavant, et à plusieurs reprises dans son journal, la direction du J.V.P. avait traité du problème du terrorisme, pour répondre aux accusations et calomnies venant de tous bords, et selon lesquelles le J.V.P. tramait des complots.

Mais la réponse la plus claire et la plus explicite à ces accusations qui préparaient le terrain pour les événements actuels, fut donnée le 27 février lors d'un meeting de masse tenu par le J.V.P. à Colombo dans ce Hyde Park où eut lieu son tout premier meeting public. Encore une fois, plus de dix mille personnes assistèrent au meeting. Le même jour, le gouvernement se réunit en une séance qui dura toute la matinée et toute l'après-midi. Rohan Wijeweera déclara que le meeting avait été organisé dans le « but unique de dire au pays que le J.V.P. n'était pas un mouvement clandestin, et ne se proposait pas de fomenter des coups d'état ». Même le « Daily News » du 28 février cita le discours de Wijeweera quand il déclara : « Nous résisterons si nous sommes obligés à le faire par les forces armées qui tentent de nous accuser de conspiration ; mais nous ne sommes pas des conspirateurs. Nous pouvons attendre parce que nous sommes jeunes ». Le 13 mars, à peine deux semaines après ce meeting, R. Wijeweera était arrêté. Le lendemain l'état d'urgence mis en application.

Trois jours après l'état d'urgence, dans une interview accordée au « Daily News », le ministre des Finances, N.M. Perera, faisait savoir que le Fonds Monétaire International avait enfin accepté d'accorder un prêt de 24,5 Millions de dollars au gouvernement ceylanais et que des « conditions très dures avaient été imposées par le F.M.I. » pour faire garantir ce prêt, et que « cela allait permettre de relâcher la pression qui s'exerce sur nos réserves qui sont très basses ». Cet homme fit savoir qu'il avait l'intention de porter à la connaissance de la population les conditions imposées par le F.M.I., « dans la mesure où il faudrait faire des sacrifices et travailler dur ». Depuis, le cher homme ne l'a plus ouverte !

Il est tout à fait clair que le but essentiel du gouvernement était au lendemain de l'application de l'état d'urgence de détruire le plus vite possible avec l'arme de la surprise l'organisation du J.V.P., et sans doute de préparer des procès pour fabriquer la

preuve qu'il s'agit d'une organisation « terroriste » ou « anarchiste », qui devait être supprimée dans l'intérêt de la « sécurité publique ».

Dans les jours qui suivirent, plus de 300 personnes furent arrêtées, et un climat de guerre civile larvée s'abattit sur le pays.

Cette nouvelle situation marque la fin indubitable de vingt trois années d'un régime capitaliste démocratique, unique en Asie ; la fin d'une réalité exceptionnelle, qui fait place à une crise révolutionnaire alignant Ceylan sur le front de la révolution asiatique. Mais le cours de la crise révolutionnaire déclenchée par l'action répressive préventive du gouvernement est très loin d'avoir atteint un développement stabilisé d'un côté comme de l'autre. Manifestement, le gouvernement Bandaranaike a fait un faux calcul : il a sousestimé les forces et les capacités organisationnelles du J.V.P., et parallèlement fortement surestimé les capacités de sa propre armée à réussir une opération de ce type.

LES PREMIERS JOURS DE LA LUTTE

Face aux premières attaques des forces armées et de la police gouvernementale, prêtes depuis plusieurs jours, le J.V.P. répliqua par une attaque généralisée et simultanée d'une centaine de postes de police à Colombo, dans la banlieue et dans d'autres régions du pays. Les groupes se replierent immédiatement après dans les campagnes, dans des différentes régions du pays. Le J.V.P. fit preuve d'une extraordinaire mobilité et montra à nouveau les remarquables capacités organisationnelles de ses militants. Les actions du J.V.P. ont été fulgurantes, et ont créé une surprise très forte dans l'armée et les officiers plus particulièrement.

Il est par ailleurs manifeste que l'action gouvernementale eut un effet partiellement désorganisateur par sa soudaineté. L'arrestation de certains des principaux dirigeants du J.V.P. en est une preuve ; et cela suffit aussi à montrer que cette organisation ne préparait aucunement un soulèvement armé, ce qui aurait impliqué dans le cas contraire, attendu le très haut degré d'organisation et de discipline du J.V.P., la décision élémentaire que ses dirigeants se cachent et ne soient pas arrêtés.

vers une lutte révolutionnaire prolongée

Dès le début de la lutte, le dirigeant du P.C. Moscou, ministre de la Construction dans le gouvernement Bandaranaike, un certain Pieter Keuneman, déclara que le J.V.P. était un « mouvement fasciste ». L'homme se plaçait en situation de soutien du gouvernement, l'ombre de l'URSS représentant l'essentiel de sa force.

L'armée ceylanaise est composée de 20 000 hommes, tous soldats-employés davantage que soldats de métier. Une grande partie ne restent dans l'armée que pour des raisons économiques et repartent après un certain temps dans les campagnes d'où ils sont originaires. Il est très vraisemblable qu'une partie de ces « militaires » rejoignaient depuis de nombreux mois les rangs du J.V.P. avec la connaissance militaire qu'ils avaient acquise et parfois avec des armes qu'ils auraient empruntées. Il n'est pas d'autres sources d'armement pour le J.V.P.. Sans tradition de lutte, cette armée est à son sommet un ramassis de gradés en uniforme de salon, le corps des officiers étant largement surdéveloppé par rapport à la masse des troupes. À trois reprises dans son histoire, depuis l'indépendance de l'île en 1948, l'armée ceylanaise tenta d'organiser un coup d'Etat ; à trois reprises, les fuites eurent raison de ces velléités ; cela en dit long sur l'efficacité de son corps d'officiers. Son équipement est vieilli, et provient de dons de l'armée coloniale britannique peu souvent renouvelés, ni augmentés depuis des années. Ce matériel est relativement inadapté à une forme de combats qui se situe dans un cadre géographique très heurté ; lors de la visite à Ceylan d'un membre dirigeant du Mouvement du 26 juillet de Fidel Castro dans la première moitié des années 60, celui-ci avait insisté sur les grandes similitudes qui existaient avec Cuba (dans le domaine géographique s'entend !). Le J.V.P. a parfaitement compris cela. Et comme la masse de militants, si ce n'est de combattants, que le J.V.P. aligne aujourd'hui est proche ou égale en nombre à celle de l'armée, avec une qualité supérieure, il est assez probable que cette résistance hautement légitime et justifiée ne peut pas dans les conditions actuelles être écrasée. Le « Daily Telegraph » de Londres, le seul quotidien possédant actuellement un correspondant à Colombo, a rapporté des faits significatifs sur la lutte en cours dans son édition du 19 avril. « C'est le lieutenant-colonel Cyril Ranatunga, formé à Sandhurst, qui dirige les opérations dans le district de Kegalle ; il parle d'un manque de troupes, de véhicules blindés et de soutien aérien des hélicoptères, qui le met dans l'impossibilité des offensives de taille contre la guérilla. Les rebelles contrôlent un triangle de 12,14 et 15 miles de côté dans cette région, au sud de son poste de commandement. Ce triangle est considéré comme la région de l'activité la plus intense de la guérilla ; elle comporte des montagnes hautes de plus de six cent mètres, qui sont couvertes de plantations de thé, de caoutchouc, et de noix de coco. Les vallées adjacentes sont des rizières. Nous sommes confrontés au terrain le plus difficile possible, ajoutait le lieutenant-colonel Ranatunga ; nous ne pouvons utiliser des tanks à cause des rizières, et les véhicules blindés ne peuvent escalader les versants abruptes des montagnes. Cela signifie que toute l'opération doit être menée à pied ou par routes. Mais je ne peux utiliser les routes parce que les véhicules dont je dispose - de vieux Daimler anglais et des Ferret (blindés légers) -, font un tel bruit que les rebelles nous entendent venir. Cela leur donne le temps de couper des arbres énormes et de nous bloquer la marche par des embuscades lorsque nous repartons ».

C'est dans ces conditions que le gouvernement ceylanais a décidé de faire appel à l'aide étrangère contre ce J.V.P. qui était censé être selon sa propagande « l'agent de puissances étrangères réactionnaires » dont il touchait des fonds et des armes ! Des armes sont venues de l'Inde, du Pakistan, de Yougoslavie, de Grande-Bretagne et de Etats-Unis. L'Inde et le Pakistan qui sont à deux doigts de s'affronter sur la frontière des deux Bengale indien et ex-pakistanaise, se retrouvent à Ceylan pour tenter d'écraser le mouvement révolutionnaire. La Yougoslavie a fait expédier des armes légères en grande quantité, l'Angleterre réarme partiellement les unités ceylanaises. Le crime le plus gros provient des russes qui ont décidé de mettre le paquet en fonction de leur politique de pénétration dans l'océan indien. Faire de Ceylan une nouvelle Egypte implique pour l'URSS de ne ménager aucun effort. Quatre avions géants Antonov ont débarqué à Ceylan le mardi 20 avril, 63 techniciens russes et l'équipement correspondant pour préparer la réception et le montage de cinq Mig 17. Ils sont installés à 55 kilomètres au nord de Colombo au « Brown's Beach-Hotel ». L'ambassadeur soviétique et l'état-major des forces aériennes de Ceylan les ont accueillis à leur arrivée. La contre-révolution mondiale s'est unie en un effort simultané comme rarement encore elle l'a fait jusqu'à maintenant. La lutte de fraction criminelle que se jouent les directions chinoise et soviétique, a montré très clairement au Bengale et à Ceylan, l'aspect conscient et organisé de la politique

de ces deux états en Asie. C'est autant de coups de couteaux dans le dos pour la révolution indochinoise. Devant un tel complot contre-révolutionnaire international, le J.V.P. doit recevoir un appui international inconditionnel aussi puissant que possible. La lutte à Ceylan a pris deux semaines après son déclenchement une extension mondiale.

La bourgeoisie ceylanaise est par trop faible, militairement et économiquement pour affronter une situation qu'elle a créée. Le parlementarisme « à l'europeenne » a très fortement marqué les mœurs politiques de cette classe dirigeante, au point qu'elle n'imaginait pas une résistance de cette ampleur. La panique de la bourgeoisie internationale et de son flanc-garde bureaucratique staliniens de Moscou à Pékin, devant l'extension de la révolution asiatique à partir de son épicentre indochinois, est à l'origine de cette aide militaire venue de partout.

Il est encore trop tôt pour affirmer que le J.V.P. et avec lui les autres forces révolutionnaires qui vont être lancées dans les combats par la force des événements, vont pouvoir affronter ce complot international victorieusement.

La capacité initiale de stabiliser un front dans les quelques mois qui viennent est la condition que le J.V.P. doit réaliser pour permettre de paralyser des forces armées réactionnaires, malgré leurs aides techniques étrangères. Ainsi, l'action du gouvernement qui a concentré toutes ses forces sur le J.V.P. pour tenter de le détruire et s'occuper de ses alliés dans une période ultérieure, risque fort de s'empêtrer dans une nouvelle situation, où plusieurs fronts de lutte seraient une menace considérable.

La force organisationnelle du J.V.P. et l'astuce de ses dirigeants s'est exprimée dans les premiers jours de la lutte. Alors que la direction du mouvement devait faire face à une désorganisation relative et exceptionnelle, elle utilisa des moyens assez inhabituels pour joindre ses militants et leur communiquer des ordres et des informations : d'une part la Radio Ceylan, en transmettant des informations par le biais de lettres d'auditeurs réclamant certains disques au cours du programme ouvert au choix libre de morceaux de musique, et d'autre part en faisant publier de semblables notes informatives dans les informations nécrologiques des journaux locaux. Depuis, tous les directeurs de la Radio ont été licenciés, sauf un. L'un des licenciés a été arrêté.

Le problème est de ne pas laisser le temps au gouvernement de prendre une série d'initiatives politiques et militaires qui coupent les secteurs fondamentaux de la révolution ceylanaise les uns des autres d'une manière profonde. Déjà le gouvernement empêche la population urbaine d'être informée. Il est hautement vraisemblable que les nouvelles relatives à l'arrivée de l'aide militaire étrangère ne sont pas connues dans l'île ; sinon il y aurait de fortes chances pour que la population urbaine ait réagi. La censure sur les informations vers l'étranger ne permet pas de déterminer exactement le cours des événements dans les derniers jours et le courrier individuel à l'entrée et à la sortie de l'île est surveillé. Des frégates de la marine indienne patrouillent autour de l'île à la demande du gouvernement Bandaranaike.

La venue de la mousson dans les semaines qui s'annoncent sera une arme pour le J.V.P., comme elle l'a toujours été pour les combattants vietnamiens. Telles sont les conclusions et questions qui se dégagent des développements en cours à Ceylan.

L'attaque contre le J.V.P. par le gouvernement avait initialement pour but de masquer une autre attaque, massive celle-là aussi, contre les conditions de vie des masses afin de permettre de maintenir le régime capitaliste sur l'île au prix d'une surexploitation des masses ; cela risquait de créer des manifestations de mécontentement brutales qu'il ne fallait pas permettre au J.V.P. et ses alliés de canaliser dans une lutte révolutionnaire. Maintenant, le gouvernement essaie de détruire le mouvement de masse créé au cours des mois passés.

L'expulsion des diplomates coréens n'est pas connue dans l'île, ainsi que l'encerclement « sanitaire » de l'île par les forces de la contre-révolution. Tous ceux qui à l'étranger sont en situation de pouvoir faire pénétrer l'information doivent utiliser ces moyens. Les travailleurs des pays qui expédient du matériel militaire, doivent d'empêcher ces expéditions, doivent saboter ou détruire ce matériel. Il est par ailleurs symbolique que les zones tenues par le J.V.P. actuellement sont celles-là que les impérialistes portugais, puis hollandais, puis britanniques n'ont jamais réussi à conquérir par la force militaire lors de leurs tentatives successives de conquête de l'île. Parce que les moyens à la disposition de l'impérialisme sont aujourd'hui considérables, le mouvement révolutionnaire international ne peut se reposer sur l'espoir d'une victoire isolée des forces révolutionnaires. Il doit agir et exiger le retrait des forces d'intervention étrangères qui oeuvrent pour la répression et la contre-révolution. Il faut faire connaître le J.V.P., créer un soutien international aux luttes en cours.

A BAS LE GOUVERNEMENT CEYLANAIS DE « FRONT POPULAIRE » DE TRAHISON DES MASSES !

VICTOIRE POUR LE J.V.P. !

20 avril 1971

Gérard VERGEAT



Les zones hachurées sont approximativement celles contrôlées partiellement ou en totalité par le J.V.P.

La ligne noire qui part de la ville de Mannar au nord-ouest de l'île et s'étend vers l'est puis descend vers le sud de l'île est la « frontière » imaginaire qui divise les populations tamils concentrées des populations sinhalas. Des travailleurs tamis en grand nombre sont installés dans les plantations de thé dans le centre de l'île, en région d'écrasante majorité sinhalas.

La croix située à l'ouest de Kandy marque l'emplacement de la ville de Kegalle, mentionnée dans la partie de l'article relative aux combats.

camarades de l.o. l'ignorance absolue est absolument contre-révolutionnaire

Le dernier numéro de Lutte Ouvrière nous réserve une surprise. Nous osons croire que Nicole Blettry, rédactrice d'un petit article sur Ceylan, sera désavouée, ou qu'il paraîtra au moins un erratum.

N'écrivit-elle pas que : « l'insurrection qui a éclaté dans le courant de la semaine de Pâques a connu le sort généralement réservé aux insurrections dans notre société, quand bien même elles ont lieu dans un pays où le gouvernement se pare d'une étiquette de gauche »... « De cette erreur qui consiste à juger les régimes sur ce qu'ils disent ou font croire d'eux-mêmes, les insurgés ceylanais font aujourd'hui la démonstration tragique ».

Nicole Blettry semble considérer qu'il est dans la nature des insurrections qu'elles soient défaites. C'est-à-dire qu'il est dans la nature des révoltes d'être vaincues. Que fait-elle à Lutte Ouvrière ?

Camarades de Lutte Ouvrière le souci de faire un journal « compréhensible par les ouvriers » ne doit pas vous dispenser de les informer, ni de vous informer vous-mêmes. Ce sont nos camarades qui se battent à Ceylan. Votre manière de les enterrer, n'est pas seulement mal venue, elle est contre-révolutionnaire.

bangla desh yahya khan tire mao fournit la mitraille...

L'armée ouest-pakistanaise continue sa tentative d'écrasement du mouvement pour l'indépendance du Bengale Oriental. Il est clair à présent que la clique militaire de Yahya n'a pas réussi à s'assurer la victoire rapide qu'elle recherchait. Les brutalités et les massacres massifs ont été incapables de terroriser le peuple bengali et de le soumettre.

Malgré le massacre massif de gens désarmés les masses bengalies continuent leur lutte contre le régime colonial qui domine leur pays.

Mais le besoin d'une direction révolutionnaire et d'une stratégie révolutionnaire se fait sentir avec une grande acuité.

Le peuple bengali est uni comme il ne l'a jamais été dans le passé. Cependant la direction actuelle est absolument inadaptée. Loin de préparer les ouvriers et paysans à une lutte prolongée déterminée pour l'indépendance, Sheikh Mujibur Rahman a fait tout ce qui était en son pouvoir pour parvenir à un compromis avec Yahya Khan.

La Ligue Awami s'est opposée à l'indépendance, ne luttant que pour l'autonomie. Mujibur engagea des négociations avec Yahya alors que le dictateur mettait ses forces militaires en position.

La direction Mujibur fonde maintenant tous ses espoirs sur une aide des Nations-Unies et de la bourgeoisie internationale, à commencer par les capitalistes indiens.

Cela a été clairement exprimé dans une déclaration de Sheikh Mujibur à l'Agence France Presse : « Si le gouvernement ouest-pakistanaise n'est pas conscient que je suis le seul à pouvoir sauver le Pakistan Oriental du communisme ; s'il prend la décision de combattre, je serai chassé du pouvoir et les naxalites interviendront alors en mon nom. Si je fais trop de concessions, je perdrai mon autorité. Je suis dans une situation très difficile » (Le Monde 31 mars 1971).

La IVème Internationale, tout en exprimant son entière solidarité avec la lutte des masses bengalies contre l'oppression nationale, réaffirme que le développement d'une direction révolutionnaire est indispensable à la victoire de cette lutte. Cette victoire ne pourra être remportée que par les ouvriers, paysans et étudiants bengalis, organisés et guidés par une direction prolétarienne révolutionnaire.

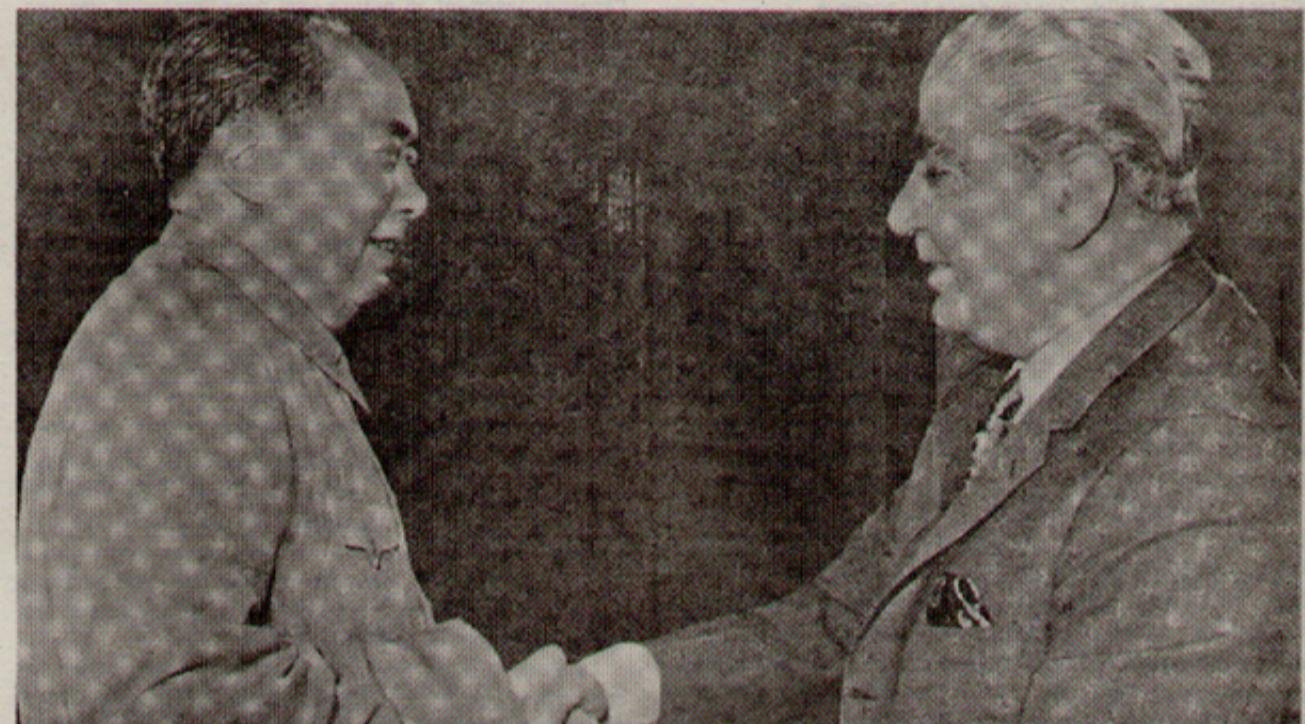
Ce parti aura pour tâche de poursuivre le combat révolutionnaire par tous les moyens possibles et commencer ainsi à détruire les vieilles structures de la campagne et des villes bengalies et à jeter les bases d'un gouvernement ouvrier-paysan qui commencera la construction d'une société socialiste. Cette tâche ne peut qu'être contrée par une intervention de la bourgeoisie indienne dont le seul but est de préserver le statu quo et d'empêcher la lutte au Bangla-Desh de déborder au Bengale Occidental.

La IVème Internationale s'oppose à toute intervention de la bourgeoisie qui, loin d'aider le développement de la lutte au Bengale, ne ferait que le bloquer.

Une fois de plus, la nature contre-révolutionnaire de la politique d'Indira Gandhi s'est confirmée dans l'aide apportée, aux côtés de la clique de Yahya, à l'armée ceylanaise dans sa répression des forces révolutionnaires de ce pays.

La IVème Internationale condamne la trahison du gouvernement maoïste qui a publiquement soutenu la dictature de Yahya et a aidé par conséquent à maintenir l'exploitation et la répression sauvages que subit le peuple bengali. Sous prétexte de combattre l'ingérence d'Indira Gandhi, le régime de Mao s'est fait le complice direct du massacre.

Le message de Chou-En-Lai à Yahya Khan le 12 avril tente de couvrir l'approbation par Pékin du massacre des Bengalis. « Nous



Mao et Yahya Khan à Pékin en novembre 1970

sommes certains que grâce aux contacts que vous et vos collaborateurs multiplient et grâce à tous vos efforts, la situation au Pakistan redeviendra normale. A notre avis, l'unité du Pakistan et des peuples des provinces occidentale et orientale du pays est une garantie essentielle pour que celui-ci survive et trouve la prospérité et la puissance ». Le message ultérieur de Mao à Khan reprend les mêmes idées, en termes encore plus forts.

« L'unité » du Pakistan est l'« unité » d'un monstre créé par l'impérialisme britannique contre les ouvriers et paysans du sous-continent indien. Cette « unité » a permis à un groupe minuscule de propriétaires terriens semi-féodaux, de capitalistes compradores et de militaires de dominer des millions de paysans, de prolétaires agricoles et industriels surexploités et affamés. Cette « unité » a montré une indifférence complète aux besoins élémentaires du peuple bengali en ne prenant pas de mesures préventives au grand cyclone et en ne faisant rien pour les victimes après. C'est une révision fondamentale des principes élémentaires du marxisme-léninisme que de parler de l'« Etat » pakistanaise et de l'Armée pakistanaise sans préciser clairement sa nature de classe : un Etat qui défend les intérêts d'une coalition de propriétaires terriens semi-féodaux, de compradores et de capitalistes monopolistes (22 familles de barons pillards contrôlent les deux-tiers des richesses industrielles du pays). L'armée est une armée bourgeoise réactionnaire, formée et entraînée par l'impérialisme et prête à se joindre aux armées sœurs d'Iran et d'Afghanistan dans un cordon sanitaire

anti-communiste en Asie Centrale au service direct de l'impérialisme mondial. Ces forces armées que Mao a félicité de préserver l'« unité » !

Le soutien donné à Yahya par la bureaucratie chinoise constitue une trahison ouverte des intérêts de classe des ouvriers et paysans pauvres bengalis qui se sont battus pour l'auto-détermination nationale, de ceux qui se battent aujourd'hui contre l'armée pakistanaise et de ceux qui continuent le combat pour un Bengale Socialiste. Il est évident que la direction maoïste, loin d'avoir tiré les leçons de la défaite indonésienne, continue dans la ligne du soutien sans principes au prédecesseur de Yahya, Ayoub Khan, et dans la voie du même opportunitisme. Cette attitude affaiblit les forces socialistes au Bangla-Desh et renforce les forces réactionnaires qui utilisent le soutien de Pékin à Yahya pour discréditer le « communisme ». Le soutien de Mao à Yahya Khan ne peut que nuire et affaiblir la défense de la révolution chinoise.

La seule garantie réelle contre les menaces d'agression impérialiste de la part de l'Inde contre la République Populaire de Chine est un mouvement de masse révolutionnaire puissant dans la péninsule, qui tende au renversement des Etats réactionnaires d'Inde et du Pakistan, à la victoire de la révolution ouvrière et paysanne dans tout le sous-continent. Si le soulèvement de masse du Bengale Oriental est écrasé, cela renforcera la réaction dans toute la péninsule et la même armée réactionnaire que Chou et Mao flattent aujourd'hui, sera prête demain à soutenir l'agression contre la révolution chinoise.

Tous les communistes qui ont choisi de soutenir la direction chinoise dans le conflit sino-soviétique parce qu'elle avait une attitude plus révolutionnaire et plus militante contre

l'impérialisme, doivent dire aujourd'hui de quel bord ils sont sur cette question. Le silence équivaudrait à la complicité.

Les diverses puissances impérialistes occidentales ont, tout en déplorant l'effusion de sang, soutenu d'une manière ou d'une autre le statu quo. Les Etats-Unis en particulier ont distribué leurs stocks de nourriture de façon à favoriser Yahya, sachant que la faim est une arme mortelle dans sa panoplie. De plus la plus grosse partie des armes utilisées par Yahya ont été fournies par le Pentagone et seront remplacées de la même façon à mesure qu'elles seront usées dans le massacre de la population.

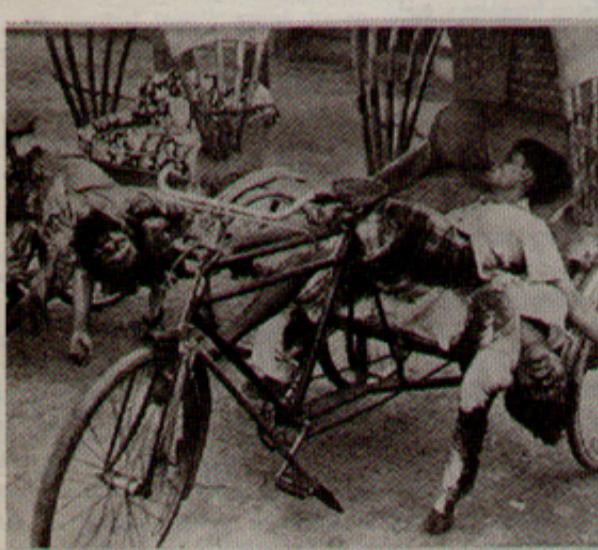
La IVème Internationale fait appel au mouvement ouvrier international pour qu'il accorde toute l'aide possible aux combattants pour la liberté du Bangla-Desh, qu'il entreprenne des actions de solidarité avec les masses bengalies et qu'il exprime son soutien inconditionnel à leur lutte pour l'auto-détermination.

La IVème Internationale demande à tous les socialistes de s'opposer à toute intervention des forces capitalistes et impérialistes visant à maintenir la domination néo-coloniale sur tout le sous-continent indien. En particulier, toute aide militaire et en particulier l'aide aux forces de Yahya Khan en transit doit être contrée par tous les moyens possibles. Les révolutionnaires doivent exercer le maximum de pression sur la direction maoïste pour qu'elle mette fin à son soutien honteux à la dictature de Yahya Khan. Il est également important de dénoncer l'aide militaire de l'Union Soviétique qui a contribué à construire l'armée contre-révolutionnaire du Pakistan Occidental. La gauche doit être sur ses gardes par rapport à la possibilité d'une intervention massive à l'initiative de l'impérialisme US, visant à bloquer le processus révolutionnaire en Asie.

La IVème Internationale a confiance dans la capacité des ouvriers, paysans, étudiants et intellectuels révolutionnaires du Pakistan Occidental à briser le chauvinisme anti-bengali, à comprendre que les militaires sanglants qui tentent aujourd'hui d'écraser le soulèvement du peuple bengali dans un bain de sang, sont leurs propres oppresseurs ; que lutter contre la guerre coloniale lancée par Yahya Khan au Bengale Oriental n'est pas seulement leur devoir internationaliste, mais aussi leur propre intérêt de classe. La défaite de l'armée ouest-pakistanaise au Bengale aidera à la libération des masses ouest-pakistanaises du joug de leurs exploiteurs.

La IVème Internationale est certaine qu'en dépit de revers temporaires, les masses bengalies finiront par triompher de la force armée du Pakistan Oriental et ouvrir la voie à un Bengale Socialiste uni, qui à son tour donnera une puissante impulsion à la libération de tout le sous-continent du joug du capitalisme et des propriétaires fonciers.

Victoire pour le Bangla Desh !
— Pour un Bangla-Desh socialiste !
— Pour un Bengale Socialiste Unifié !
— Vers la Révolution Socialiste dans tous le sous-continent indien !



Victimes bengalies...

la crise pétrolière franco-algérienne un tournant du capitalisme d'état algérien

Les derniers rebondissements de la crise pétrolière franco-algérienne sont doublement significatifs. Significatifs de la nouvelle stratégie économique du grand capital français après De Gaulle ; significatifs également de l'incapacité du capitalisme d'Etat algérien à réaliser l'indépendance économique.

I — DES ACCORDS D'EVIAN A LA « RUPTURE » DE 1971

Les accords d'Evian, réalisés lors de l'indépendance de l'Algérie, ne furent aucunement, du côté français, une concession désintéressée. Bien au contraire l'aide française qu'ils programmèrent (150 milliards en 1963) fut décisive dans la naissance et le renforcement de la bureaucratie algérienne, dans l'ascension de Boumedienne et ses accolades, dans la préparation d'un terrain favorable au coup d'Etat de 1965. Aide massive mais peu coûteuse car elle fut le prix du maintien de l'« ordre », du rapatriement des intérêts privés vers la France (270 milliards de 63 à 65), bref elle permit l'étoffement de la révolution algérienne, et fournit les premières pierres de l'assise économique du capitalisme d'Etat.

Les accords « modèles » de 1965 correspondaient aux données nouvelles de la prise du pouvoir politique par la bureaucratie et l'armée, appuyant leur pouvoir sur le secteur industriel étatique. L'évolution actuelle, la « banalisation » des rapports franco-algériens, s'inscrit dans la lignée des accords d'Evian et de ceux de 1965. Elle n'est pas une rupture mais un réajustement aux conditions d'une France post-gaulle et d'un capitalisme d'Etat plus solide qu'il y a six ans.

II — L'ATTITUDE DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

La reprise en main directe par le grand capital, que représente l'élection de Pompidou, le bonaparte ayant fait son temps, est très claire dans l'attitude française durant la crise pétrolière. En fait, malgré les protestations diplomatiques d'usage, il laissa faire et sa décision d'une négociation directe des compagnies, d'en finir avec les « rapports privilégiés », est totalement conforme aux désirs du capitalisme d'Etat algérien. Comme nous l'écrivions dans Rouge No 94, la marge de manœuvre du capitalisme français était étroite : il ne pouvait se passer du pétrole algérien, mais surtout il lui fallait compter avec l'attitude de l'impérialisme américain. Or celui-ci « ne marchait pas » ; bien au contraire la fin des « rapports privilégiés » Algérie-France ne pouvait que le satisfaire. La place devenait libre. Ainsi point de cavalier seul, point de battage sur la « grandeur nationale » ; le gouvernement français devait avant tout penser aux intérêts de l'impérialisme mondial dans son ensemble. Pompidou demanda certes aux Etats-Unis de bloquer les négociations entre la Sonatrach (Algérie) et la société El Paso, de ne pas alimenter ainsi l'appétit algérien... En vain.

Il serait d'autre part faux de conclure à une défaite totale de l'impérialisme français. S'il cède du terrain à l'impérialisme

américain, il ne décampe pas du territoire algérien. Quand les Soustelle et autres charognes racistes s'indignent du maintien de la coopération culturelle et technique, ils ne comprennent pas que les relations économiques de la France et de l'Algérie, que l'approvisionnement en pétrole vital pour l'économie française, ne sont aucunement entamées, supprimées mais réadaptées à de nouveaux rapports d'exploitation impérialistes, moins « archaïques ». En ce sens la France tient à maintenir la coopération culturelle et technique comme garant de la sécurité des 25 millions de tonnes de pétrole algérien qu'elle raffine chaque année. Les négociations sans éclat de l'Elf-Erap avec le Nigéria, en vue d'une exploitation pétrolière aux mêmes conditions qu'en Algérie, prouvent bien que le capitalisme français se fait à cette « évolution somme toute normale », comme l'a compris l'impérialisme US.

III — CAPITALISME D'ETAT ALGERIEN ET IMPERIALISME US

Aidée au départ par l'impérialisme français, liquidant l'autogestion, reprenant en main l'Union Générale des Travailleurs Algériens, développant les entreprises d'Etat, la bureaucratie boumedienniste a progressivement renforcé, consolidé son pouvoir. L'équilibre instable entre diverses forces sociales qui caractérisait l'Etat algérien après l'indépendance est aujourd'hui rompu en sa faveur.

La forme « traditionnelle » d'exploitation impérialiste que maintenaient les Accords de 65, si elle fut favorable, est aujourd'hui encombrante pour le capitalisme d'Etat algérien. Au stade actuel, pour grignoter quelques miettes du gâteau pétrolier, tout en restant dans la sphère impérialiste, il lui faut diversifier ses partenaires. Et pour permettre cette « meilleure » répartition de la plus-value, le cadre des sociétés mixtes (51 % capitalisme d'Etat, 49 % capital étranger) est de loin le plus favorable. S'il dut l'imposer pour la France, aucun problème du côté américain.

Car, plus important que les successifs voyages de moult diplomates entre Paris et Alger, est le voyage – durant les négociations – de Ghazali, PDG de la Sonatrach aux USA. Il alla plaider sa cause devant la Banque Mondiale, la Banque américaine d'Import-Export et plusieurs banques privées, pour qu'elles lui fournissent les 600 milliards de dollars nécessaires aux investissements que la Sonatrach devra faire pour honorer le contrat sans précédent qu'elle a conclu avec la société américaine El Paso (l'Algérie fournira aux USA 14 milliards de m3 de gaz naturel par an jusqu'à la fin du siècle).

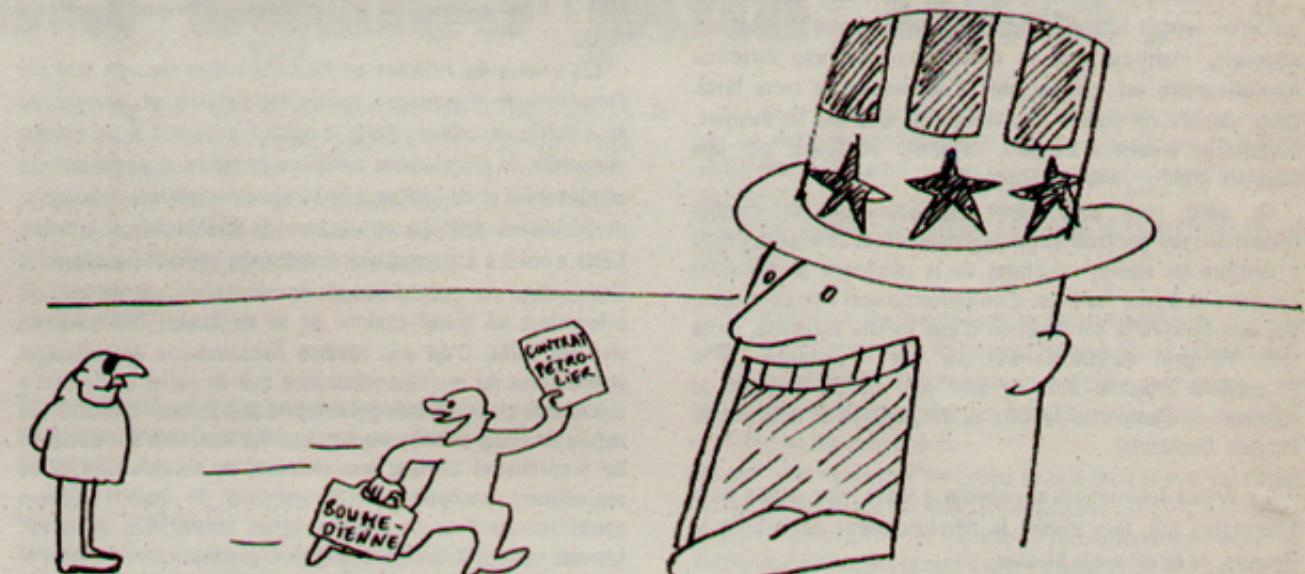
Boumedienne, qui se pare si souvent d'anti-impérialisme, connaît bien mal son « ennemi » lorsqu'il déclara que « ce contrat est purement commercial ». Ainsi pourrait-on lutter efficacement contre l'impérialisme tout en dépendant de plus en plus étroitement ? Ou Al Arham, journal égyptien, sous la plume d'Heykal lui-même, le tenant du rapprochement des USA, aille jusqu'à accuser l'Algérie de se tourner « vers la mère américaine au détriment de la fille française » doit faire réfléchir.

IV — UN TOURNANT POUR LE CAPITALISME D'ETAT ALGERIEN ?

La bureaucratie algérienne, se trouvant en difficulté pour financer son Plan Quadriennal 70-73 (on devait compter sur ses propres forces, sans aucune aide étrangère...), a dû précipiter une évolution normale des rapports d'exploitation impérialistes en Algérie. C'est ce qui explique les multiples rebondissements, coups de théâtre, discours-surprises de Boumedienne etc... Mais dans sa précipitation, il n'a pas réellement préparé ses arrières, et la seule porte qui lui reste (tout en conservant le clavier soviétique), semble bien être la queue de l'impérialisme dominant, du gendarme mondial de la contre-révolution, de l'impérialisme US.

En ce sens Avril 71 pourrait s'avérer plus tard un tournant pour le capitalisme d'Etat algérien : d'une dépendance grandissante de l'impérialisme à l'abandon des paravents révolutionnaires, il n'y a pas loin. Et ceci surtout lorsqu'il s'agira pour ceux qui briseront la révolution algérienne de défendre les quelques miettes qu'ils auront recueillies contre leur ennemi, les masses algériennes.

Larbi HAMDANE – Joseph KRASNY



du pcf au psu

la révolution par étapes à l'honneur

PSU ET FNL MAIN DANS LA MAIN

Durant la crise pétrolière, l'« attitude la plus surprenante », de la part d'une force jeune, révolutionnaire, dynamique (etc.), fut bien celle du PSU. « Tribune Socialiste » avait soutenu les récentes nationalisations comme une victoire du peuple algérien sur l'impérialisme. Ne vous méprenez pas : ce n'est pas le régime algérien que nous soutenons mais le peuple, les masses algériennes !

Or voici qu'une délégation du PSU se rend à Alger, sur invitation du FLN, parti unique gouvernemental, pour « affirmer la solidarité du PSU avec les décisions du gouvernement algérien dans son œuvre de libération économique » (Serge Mallet). Le FLN deviendrait-il l'authentique représentant des masses algériennes ? Qu'est-ce donc que cette caution à un régime qui, il y a à peine deux mois, fermait l'université, faisait la chasse aux militants de l'Union Nationale des Etudiants Algériens ?

ANALYSE DE CLASSE D'ABORD !

Face à cet opportunisme, il faut réaffirmer que les marxistes révolutionnaires jugent de telles nationalisations, de telles mesures économiques en fonction de la nature de classe du régime qui les réalise. Certes un Etat socialiste eut pu « nationaliser », mais il n'aurait pas respecté, comme la

bureaucratie algérienne, le principe contre-révolutionnaire de l'indemnisation. L'Algérie n'est pas socialiste et ce ne sont pas les masses populaires algériennes qui profitent des dernières mesures.

LES NATIONALISATIONS NE SIGNIFIENT PAS L'INDEPENDANCE ECONOMIQUE

Elles ne permettent pas de réaliser l'accumulation primitive nécessaire à l'industrialisation. La stratégie de développement économique adoptée par le capitalisme d'Etat est incapable de s'attaquer aux déformations profondes introduites dans l'économie algérienne par le colonialisme et l'impérialisme. Avant tout la désarticulation entre un secteur d'exportation intégré au marché mondial et une économie d'autosubsistance dans laquelle vit près de la moitié de la population algérienne. Or si le plan quadriennal algérien prévoit le contrôle par l'Etat des richesses pétrolières, il renforce cette désarticulation (15 % seulement du total des investissements vont à l'agriculture, alors qu'1/3 est consacré aux hydrocarbures.)

LA DIRECTION DU PCF PLUS NUANCEE

L'attitude du PCF est plus nuancée. Car, si là aussi il n'y a pas d'analyse de classe de l'Etat algérien, la direction du PCF ne va pas jusqu'à soutenir totalement le pouvoir boumedienniste. Elle

ne peut oublier (même si elle n'en parle déjà plus), que des militants de son « parti frère », le PAGS, moisissent en prison. Elle ne peut non plus oublier que les campagnes anti-communistes de la bureaucratie algérienne se nourrissent principalement de son attitude durant la guerre de libération (vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, pour une « véritable Union française », etc.).

LA RÉVOLUTION PAR ÉTAPES A L'HONNEUR

Toutefois, dans les deux cas, c'est la révolution par étapes, cette vieille baudruche stalinienne, qui montre le bout de l'oreille. Atteindre l'indépendance économique et pour cela soutenir la « bourgeoisie nationale » ; ensuite certes la révolution socialiste. Dans tout cela, la donnée fondamentale est l'existence d'un marché mondial aux mains des puissances impérialistes qui interdit à toute bourgeoisie « nationale » ou petite-bourgeoisie « nationale » de réaliser l'accumulation primitive nécessaire à l'industrialisation. Elle se heurtera inévitablement aux forces impérialistes ; et, entre quelques miettes concédées par l'impérialisme et la mobilisation révolutionnaire elle choisira bien évidemment la première solution.

J.K.

création du front de solidarité indochine

Trois ans après la disparition du Comité Vietnam National, une nouvelle organisation pour le soutien à la Révolution indochinoise vient d'être créée : Le Front Solidarité Indochine. Les développements actuels de la situation dans le Sud-Est asiatique, l'impasse totale dans laquelle se trouve l'impérialisme américain après les dernières victoires remportées par les forces révolutionnaires, fait aujourd'hui de cette guerre le problème crucial de toutes les luttes de classe à l'échelle internationale. Pressentant les conséquences politiques d'une défaite en Indochine, l'impérialisme élargit ses attaques contre toutes les forces révolutionnaires de cette partie du continent — avec pour objectif de détruire le plus vite possible toutes les forces révolutionnaires même embryonnaires. C'est ainsi que l'on peut comprendre le lien qui existe entre l'échec de la « vietnamisation » et les massacres opérés au Pakistan Oriental et à Ceylan. Le développement du mouvement anti-guerre aux USA, la remise en cause et la contestation des piliers mêmes du système américain, l'armée ou le FBI, sont les conséquences logiques de l'enjeu du conflit qui se déroule en Indochine. C'est à partir de cette compréhension de l'actualité de l'internationalisme prolétarien, que la Ligue Communiste a multiplié ses efforts pour que se reconstruise en France une organisation unitaire de solidarité.

Mais cette compréhension n'est pas partagée par tous. Il y a d'une part ceux qui comme l'AJS ou LO ne comprennent pas le sens de la révolution indochinoise. Pour eux il ne s'agit que d'une simple lutte de libération nationale menée par des directions petites-bourgeoises. En conséquence leur soutien à ce combat se limite à une activité journalistique. D'autres, qui ont plus ou moins compris la nécessité d'intégrer ce combat à la lutte générale contre le système capitaliste, ne voient pas la nécessité de construire un mouvement indépendant de soutien aux peuples indochinois. Ils s'opposent à la constitution de comités de base du Front de Solidarité Indochine, reprochant à la Ligue de mener une activité et une propagande trop partielle. Pour nous, la divergence repose sur l'utilité ou non des organisations de masse.

Nous pensons que sur la question de l'Indochine, il est possible de rassembler des dizaines de milliers de personnes qui ne sont pas pour autant déjà prêtes à s'engager dans notre lutte pour le socialisme en France. C'est la fonction des seules organisations révolutionnaires de réinvestir la révolution indochinoise dans une stratégie internationale de prise du pouvoir. Demander au FSI, sous prétexte de cohérence, de jouer ce rôle, c'est d'avance accepter sa minorisation, et sa transformation en cartel de groupuscules où chacun viendra pour imposer la totalité de son programme.

L'opération que certains ont tenté au Secours Rouge en essayant ainsi de le transformer en substitut de parti révolutionnaire ne se reproduira pas au FSI.

Aujourd'hui les tâches du Front sont claires. Il s'agit d'un mouvement permanent qui, sur la base de l'appel ci-dessous, devra à travers ses comités de base assurer partout la propagande de solidarité avec le Front Révolutionnaire Indochinois et le mouvement anti-guerre aux USA ; organiser la mobilisation contre l'impérialisme US ; riposter du tac au tac à toute nouvelle étape de l'escalade.

Alain KRIVINE



Le 21 février 1968, à l'appel du CVN, des milliers de manifestants occupaient le quartier Latin, brûlaient des mannequins aux effigies US, rebaptisaient le Boulevard Saint-Michel Boulevard du Vietnam Héroïque.



Avril 1971: des vétérans US manifestent devant la Maison Blanche contre la poursuite de la guerre.

appel

Mis en échec au Sud Vietnam, l'impérialisme américain a attaqué le Laos et le Cambodge. Aujourd'hui les troupes américaines et leurs alliés viennent de subir une défaite cuisante dans leurs efforts pour étendre leur agression à toute l'Indochine. Malgré ces échecs, notamment celui de la vietnamisation Nixon ne reculera pas sans y être acculé.

Les menaces d'une reprise des bombardements massifs sur la RDV et même d'une attaque terrestre se font plus précises, la guerre chimique est utilisée à grande échelle. Certains généraux envisagent de recourir à l'utilisation d'armes nucléaires et d'étendre la guerre à la Chine. Les peuples indochinois doivent faire face au génocide pour avoir osé affronter leurs agresseurs.

Aujourd'hui le destin de tous les peuples du monde se joue en grande partie sur les champs de bataille indochinois. La résistance héroïque des peuples indochinois a précipité en effet la crise de l'impérialisme américain et encourage la lutte des autres peuples en Afrique, en Amérique Latine, au Moyen-Orient, aux Etats-Unis mêmes. En Europe la solidarité avec le peuple vietnamien a joué un rôle important dans le déroulement des luttes tant en Allemagne qu'en Italie et dans le mouvement de Mai 68 en France. Ainsi se développe dans le monde entier un ensemble de luttes convergentes contre la même adverse. Elles s'inspirent de l'exemple du peuple vietnamien en même temps qu'elles lui apportent leur soutien actif. C'est pourquoi les signataires de ce texte lancent un appel pressant à tous pour que

se manifeste activement la solidarité à la révolution indochinoise. Les simples prises de position contre l'agression anti-impérialiste ne suffisent pas. Il est urgent d'organiser de façon permanente la solidarité matérielle et politique avec le Front Révolutionnaire Indochinois, dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les facultés :

- Pour l'arrêt total et inconditionnel des bombardements sur la RDV et l'ensemble de l'Indochine
- Pour le retrait de toutes les troupes US et alliées d'Indochine
- pour dénoncer et faire cesser toute complicité directe et indirecte de notre gouvernement
- pour organiser en France la lutte contre les firmes qui alimentent la machine de guerre américaine
- pour le soutien au mouvement anti-guerre aux USA
- pour la victoire du Front Révolutionnaire Indochinois.

Ils décident dès à présent en solidarité avec le mouvement américain anti-guerre d'organiser à la fin avril et en Mai un mois d'action sur l'Indochine.

Ils appellent toutes les organisations, les groupes et tous ceux qui sont prêts à lutter pour les mêmes objectifs à adhérer à cette initiative, à lier leur lutte quotidienne avec le soutien à la révolution indochinoise, à créer des comités de soutien partout où la possibilité en existe, à coordonner leur action afin d'assurer

ce qui nous paraît essentiel : la continuité de l'action de solidarité. Les soussignés décident de jeter les bases d'un FRONT SOLIDARITE INDOCHINE et de créer un bureau provisoire chargé d'organiser les campagnes de mai et juin à l'issue desquelles le front pourra se construire et arrêter ses formes d'organisation.

Première liste de signatures : Laurent SCHWARTZ, Pierre VIDAL-NAQUET, Jean PRONTEAU, Jean CHESNAUX, Jean-Pierre VIGIER, Roger PANNEQUIN, Pierre ROUSSET, Roland CASTRO, Madeleine REBERIOUX, Marcel Francis KAHN, Alain KRIVINE, Georges BOUDAREL, Victor LEDUC, Marianne SCHAUB, Serge DEPAQUIT, François MASPERO, Alexandre MINKOWSKI, Pierre HALBWAKS, Patrick PETITJEAN, Paul BLANQUART, Gilbert MARQUIS, Michel ROCARD, Paul ROZENBERG, pasteur LEW, Manuel BRIDIER, Claude BOURDET, Jeanne BRUNSWIG, Jean-Jacques de FELICE, Daniel HEMERY, Hélène PARMELIN, Simone ROZENBERG, Jean-Pierre VERNANT, Evelyne COHEN, Paul REYBEIROLLE, Dr ROELLENS, Paul NOIRAUT, Pierre GAUDEBERT, Georges CASALIS, Jean-Jacques HOCQUARD, Isaac JOHSUA, Henri MALER, François LAMBERT, Robert RUHMANN

Envoyez vos signatures à Laurent SCHWARTZ, Boîte postale 4305 PARIS

CCP 1501742 PARIS

"la liberté contre la sécurité" ?

le groupe V.L.R. se dissout

A sa conférence nationale des 16 et 17 avril derniers, le groupe Vive la Révolution a décidé de se dissoudre. Selon ses dirigeants, cette « dissolution de combat » (sic) doit permettre aux militants de l'ex-V.L.R. ainsi qu'à la frange influencée par le journal *Tout*, d'« échapper au champ groupusculaire » pour mieux se plonger dans les « mouvements autonomes de masse » (Mouvement de Libération des Femmes, Front de Libération de la Jeunesse, Secours Rouge, mouvements occitan, paysan..., « lieux de libération »..., etc).

Derrière les formules frappantes (passer de « vive la révolution » à « faire la révolution » ; choisir la liberté — le mouvement de masse — contre la sécurité — l'organisation — ; réaliser enfin l'« unité pensée-action »), c'est en fait la crise profonde du groupe qui a été révélée au grand jour ; à commencer pour les propres militants de V.L.R. qui, pour la plupart, étaient venus à la conférence discuter de thèses sur « la révolution européenne aujourd'hui », et ont appris la décision de dissolution avec un certain effarement... On les comprend !

Cette crise, dont les dirigeants reconnaissent qu'elle était permanente depuis plusieurs mois, sinon depuis la création du groupe, (et se traduisait en particulier par une baisse d'activité), est à la fois crise de sa ligne politique (?) et de son système d'organisation (?).

DERRIERE UN SIGLE

En fait, V.L.R. n'a jamais été une véritable organisation et ne peut donc être appréhendée selon les critères habituels.

V.L.R., c'était :

- une direction de huit à dix personnes, qui « pensait » et « produisait des idées » en chambre (depuis la « surveillance de la police » jusqu'aux thèmes du manifeste du F.L.J.)
- plus une quarantaine de militants, essentiellement parisiens et relativement homogènes.
- plus une frange indéterminée assez large, qu'on peut mesurer à la diffusion de *Tout*, mais dépourvue de toute cohésion organisationnelle ou politique : militantes du M.L.F., jeunes séduits par le manifeste du F.L.J.,...

L'absence — voire le refus systématique et quasi viscéral — de toute structuration de ce courant de sympathie idéologique, a fatallement abouti au couple traditionnel : bonapartisme de la direction et suivisme de la base, et à un fonctionnement « familial » du groupe.

Néanmoins le peu de centralisation assurée (et qui reposait toute entière sur les épaules de quelques militants de la direction) était ressenti par beaucoup de militants comme un minimum nécessaire ; ce qui explique tant les réticences initiales devant la dissolution (qui aboutit évidemment à supprimer cet embryon de centralisation) que les projets post-dissolution : rencontres périodiques, nationales, régionales et sectorielles, pour « échanger les expériences » et assurer une coordination minimale du travail ; constitution possible de « centres d'initiative » régionaux ; proposition de création d'un centre d'initiative national, malgré la volonté bien affirmée de ne pas reconstituer V.L.R. sous une autre forme...

Parions que ces fragiles gardes-fous ne suffiront pas à enrayer les tendances centrifuges que créeront inévitablement la dispersion et la plongée (selon la technique de la « brasse papillon » !) dans les « mouvements autonomes ». Déjà avant la dissolution, par exemple, les militantes de V.L.R. dans le M.L.F. raisonnaient davantage en « femmes » du M.L.F. qu'en militantes politiques.

SE LIBERER ?

Ces déviations tiennent évidemment surtout à la ligne consistant à privilégier les mouvements de masse (?) de couches marginales et à négliger en conséquence la lutte pour la conquête du prolétariat organisé. A l'époque actuelle en effet, la force motrice de la révolution ne serait plus un prolétariat « abstrait », mais la jeunesse, sans précision.

Ce faisant, V.L.R. a indéniablement rencontré un courant réel et spontané de la jeunesse, notamment intellectuelle, quand elle commence à se radicaliser au travers d'une révolte anti-autoritaire. Mais ses militants n'avaient pas les moyens de contrôler la dynamique d'un tel courant, qui reproduit naturellement en son sein toutes les illusions petites-bourgeoises sur la possibilité d'une « libération » individuelle et donc le risque certain de récupération. Si certains sont parfaitement conscients d'un tel danger, d'autres — et ils étaient la majorité à V.L.R. — le sont d'autant moins qu'ils partagent eux-mêmes ces

illusions. Le résultat le plus flagrant en est l'évolution du journal *Tout*, dont la logique propre est devenue telle que la direction de V.L.R. elle-même n'en accepte plus la responsabilité politique. C'est là sans doute pour elle un constat douloureux, si l'on sait que la véritable « audience de masse » de V.L.R. était essentiellement constituée des lecteurs de *Tout*. Pour elle, perdre *Tout*, c'est perdre tout... ou peu s'en faut.

QUELLE STRATEGIE ?

Quoi qu'il en soit, la simple addition de mouvements autonomes de couches marginales ne saurait constituer une stratégie révolutionnaire. Et c'est bien cela qui a manqué aux militants de V.L.R., écartelés entre le travail pratique au jour le jour (travail marqué d'ailleurs par un certain dilettantisme, voire par un attentisme causé par l'adoration bête des mouvements spontanés) et leur volonté de construire dès aujourd'hui les embryons de la société communiste de demain (notamment au niveau des relations entre les hommes).

La formule magique qui, semble-t-il, doit maintenant résoudre tous les problèmes, c'est l'unité entre la théorie et la pratique (« unité pensée-action »). Les « idées » lancées par V.L.R. (rapidement confondues avec la « théorie ») auraient été fondamentalement correctes, voire parfois géniales, mais... la « pratique » n'aurait pas été au niveau des « idées ». Le seul problème est donc d'harmoniser les deux, et pour cela... de dissoudre V.L.R. !

C'est là faire preuve à la fois de beaucoup de naïveté et de beaucoup d'idéalisme.

Les camarades de l'ex-V.L.R. croient-ils donc que « les idées tombent du ciel » et qu'il peut y avoir des « idées justes » sans

désenparés, sans « interlocuteur valable ». En particulier, les camarades de « Révolution » devraient réfléchir aux espoirs qu'ils fondaient sur une alliance privilégiée avec V.L.R... Comment expliquent-ils que leurs alliés se dérobent de cette façon, passant de la GR avec « les groupuscules » à la GR avec « les gens » ?

Selon la direction de V.L.R., sa crise serait celle de tout le « mouvement groupusculaire ». Nous dirons plus justement que c'est la crise — mais non la fin — du spontanéisme. On peut seulement regretter que loin d'en trouver la cause dans le manque d'organisation, elle l'impute au contraire à l'existence-même de V.L.R. qui aurait bloqué la situation en prétendant diriger « l'autonomisation des gens ». Si V.L.R. a bloqué quelque chose (et c'est là déjà beaucoup de prétention), ce n'est pas parce qu'elle était une organisation, mais parce qu'elle n'en était pas une. C'est ce qui explique en particulier l'énorme gâchis de militants.

Comment peut-on expliquer sinon l'image du camarade Castro selon laquelle V.L.R. aurait eu des doigts efficaces, mais n'aurait jamais réussi à fermer le poing pour agir en force collective ? Comment peut-il dire qu'une des erreurs de V.L.R. fut de « félichiser le mouvement de masse » (« nous avions la tête dans les nuages de la théorie et les pieds englués dans le mouvement de masse ») et décider de... s'y dissoudre ?

Il y a là une somme de contradictions qui ne peuvent qu'explorer un jour ou l'autre. Espérons que ce jour-là, de nombreux militants de l'ex-V.L.R. auront compris que la révolution n'est pas une affaire individuelle, et que le parti révolutionnaire, loin d'être un étouffoir d'énergies et de révoltes, est le seul instrument capable de les transformer en efficacité révolutionnaire.

Christiane TILLIER



pratique juste ? Ce serait là faire fi des enseignements du président Mao lui-même !

Et croient-ils que la dissolution de leur groupe leur permettra mieux d'unir théorie et pratique et de globaliser une somme de pratiques éclatées ? Pour notre part, en affreux léninistes que nous sommes, nous pensons que seul le parti révolutionnaire, intellectuel collectif, peut réaliser cette unité dans son action. Et ce n'est pas l'expérience malheureuse de ces camarades qui pourra nous faire changer d'avis.

ET LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE ?

Il reste à apprécier les conséquences de cette dissolution sur l'ensemble de l'extrême-gauche, organisée et inorganisée.

Pour notre part, la leçon est claire : un jour ou l'autre, il faut payer le prix du spontanéisme organisationnel et du contournement systématique du mouvement ouvrier organisé. Nous espérons que les militants de V.L.R., après être partis faire leurs « expériences », tireront eux aussi les leçons qui s'imposent et ne s'abandonneront pas à un découragement compréhensible.

Quant aux organisations, essentiellement le groupe Révolution et la gauche du P.S.U., avec lesquelles V.L.R. devait créer une « gauche révolutionnaire », la dissolution les laisse quelque peu

CHANTS de la COMMUNE

32 pages 1f.

léning et trotsky SUR LA COMMUNE

classique rouge 8 2f.

Rennes, Caen, Poitiers, Toulouse, Paris-sciences, Brest, Lille, Limoges, Dijon... !

Le deuxième trimestre 70-71 verra l'émergence de dizaines et de dizaines de milliers d'étudiants sur la scène politique. S'engoufrant dans la brèche ouverte par les luttes des travailleurs et en particulier celle des Batignolles, le mouvement étudiant reconquiert ses lettres de noblesse.

Cependant ces luttes restent émiettées, parcellisées. Jamais la contradiction entre les potentialités du mouvement et son éclatement ne s'est faite aussi durement sentir. La tâche centrale des marxistes révolutionnaires apparaît clairement : reconstituer le mouvement sur le plan national en force de frappe politique ; le lier, pour cela, en profondeur à la masse des étudiants.

Comment s'acquitter de ces tâches ? Quelles structures d'organisation mettre en avant ? Seul un réel bilan des mobilisations du deuxième trimestre nous permet de poser clairement ces problèmes.

QUELLES LUTTES ? QUEL BILAN ?

Un rapide coup d'œil sur les luttes du 2ème trimestre nous permet de distinguer deux types de mobilisations.

- celles portant sur les grèves ouvrières, sur la solidarité avec les 16 de Burgos, ou sur les thèmes de solidarité en général, qui permirent de cristalliser une frange non négligeable du mouvement étudiant et de le faire apparaître de façon efficace (Nantes, campagne Burgos...) sur la scène politique. Mais, bien que liées à une réelle sensibilisation de masse, ces mobilisations restèrent relativement minoritaires.

- Par contre c'est sur les questions d'atteintes aux franchises universitaires (Lille, Toulouse) de normalisation (Paris-sciences, Rennes) de décrets universitaires (Dijon, Brest) que nous avons vu des mobilisations de masse de plusieurs milliers d'étudiants, dépassant souvent celles de Mai 68.

A la différence des luttes de type Burgos ou de solidarité qui montraient la nécessité concrète de se mobiliser, ce deuxième type de lutte montre en plus la nécessité objective de s'organiser.

Ce sont ces luttes qui, dans le contexte politique, ont permis de différer le projet des ITPP. N'oublions pas cependant que si la réforme capitaliste de l'enseignement est un tout, tactiquement telle ou telle mesure peut être mise en retrait pour en faire passer une autre : la sélection en l'occurrence.

Se nourrissant des victoires passées, les étudiants ne manqueront pas d'engager dans les mois à venir des luttes directement axées contre la réforme Faure-Guichard. Ces batailles sont déterminantes car c'est à travers elles qu'apparaissent des comités de lutte. Pourtant un même problème se pose : l'isolement. Témoin cette lettre envoyée le 24 avril par les comités de lutte dijonnais à différents comités à Paris et en province, à l'issue d'une grève exemplaire de 3 semaines contre le projet des ITPP :

« Au cours de notre grève, nous avons durement éprouvé l'absence d'une coordination nationale du mouvement étudiant. Au cours des AG, les étudiants en grève nous ont mandatés pour prendre contact avec d'autres Comités actifs des villes universitaires en vue de susciter une réunion nationale, permettant de procéder à un échange d'expériences, de dresser le bilan national des luttes étudiantes et de débattre des perspectives de centralisation ».

CONSTRUIRE DES COMITÉS DE LUTTE !

Il ne s'agit pas d'épiphénomènes ou de projets sortis de tel ou tel cerveau : dans de nombreuses villes, les comités de lutte existent ; dans de nombreuses villes ils ont des acquis à leur actif :

- Rennes, recul de l'administration sur les tickets de CROUS.
- Brest, lutte contre la pénurie universitaire
- Dijon, lutte contre les ITPP
- Paris-sciences, lutte contre la sélection et contre la mutation arbitraire de techniciens.

— Toulouse, contre la répression.

Et l'on devrait ajouter Nantes, Orléans, Tours, Vincennes, Orsay et bien d'autres. Mais un tel mouvement ne se construit pas spontanément à l'échelle nationale.

A l'initiative des militants des comités de lutte de Dijon-Lettres, une première rencontre nationale a eu lieu le jeudi 1er avril à Paris. Y étaient présents une vingtaine de CL de province et de Paris. De cette réunion s'est dégagé un accord général sur la nature du mouvement à construire et la démarche à suivre.

Il s'agit de refuser une série d'errements qui ne peuvent que minoriser le mouvement, le diviser et le condamner à l'impuissance. Il s'agit de tenir compte des conditions d'apparition des CL au travers des luttes.

Les militants de la Ligue sont partie prenante de ces luttes et de ce projet, seul capable de reconstruire un mouvement étudiant. Ils se déclarent d'accord avec la démarche suivie pour les construire, démarche arrêtée à la réunion du 1er avril :

- édition d'un bulletin de liaison, centralisant les discussions, les bilans de lutte...
- appel à une conférence nationale publique des CL au troisième trimestre ; conférence qui, tirant un premier bilan, discuterait des rythmes ultérieurs de construction du mouvement, de sa plate-forme etc...

QUELS COMITÉS DE LUTTE ?

L'histoire du mouvement étudiant français est riche. L'expérience des erreurs du passé doit nous permettre d'éviter nombre de celles-ci !

Les luttes des deux derniers trimestres montrent bien des erreurs à éviter.

— Que ce soit celles des révolutionnaires de tout poil (VLR, GP, Révolution, certains PSU) qui, désertant le terrain des luttes contre la réforme capitaliste de l'enseignement, s'investissent dans la critique idéologique des cours (au nom de quoi ? et dans quelle perspective ?) ou désertent l'université, ou encore refusent (comme à Lille par exemple) toute forme d'organisation du mouvement au détriment du mouvement lui-même, lors de lutte sur des questions de répression où ils sont plus « à l'aise » !

— Que ce soit celles des réformistes de tout bord (UNEF (s) qui ne dépassent pas le cadre corporatiste étroit que par rapport à des stratégies qui s'appellent soit FUO, soit démocratie avancée ; qui tentent de plaquer des schémas syndicaux sur les luttes actuelles, sans beaucoup de succès, et qui soit participant, soit défendant pied à pied l'université d'autan !

Ces courants existent, nous le savons, et ils mordent sur certaines franges du milieu étudiant.

Dans des luttes universitaires, mettant en branle des milliers d'étudiants, le mouvement des CL se lie profondément au milieu étudiant qui fait sur ce terrain-là ses premières armes politiques. Par ces luttes contre la loi Faure-Guichard, le mouvement bat en brèche les tentatives d'amalgames avec les courants ultra-gauches.

Mais nous ne construisons pas un mouvement corporatiste. Si nous sommes conscients de l'importance de l'axe universitaire, nous savons que ces batailles sont largement liées au rapport de force global.

En renforçant le camp de la classe ouvrière à l'échelle nationale et internationale (soutien à la révolution indochinoise, soutien aux luttes ouvrières...), le mouvement national des Comités de Lutte (MNCL), renforce sa propre position et renforce la position des révolutionnaires au sein des entreprises face aux bureaucraties réformistes.

« Marcher sur deux jambes », tel doit être l'axe du MNCL s'il veut pleinement jouer son rôle. C'est dans ce cadre que les cellules étudiantes de la LC et les Comités Rouges travailleront dans les mois à venir.

22 avril — P.MORANE

pour un mouvement national des comités de lutte

LA COMMUNE de 1871

-claude talès- éditions spartacus.
en vente à rouge 15 f

ajouter 10 % pour frais d'envoi.

reims:

A la fin des vacances, des militants maoïstes proposent d'aménager un terrain de jeu pour les enfants sur un terrain inoccupé. Après une délégation des familles auprès du maire Taittinger, ils commencent à travailler sur le terrain le samedi 17 avril. Des flics veulent les empêcher, et trois maoïstes sont arrêtés. Mercredi 21, jour du procès, cinq cents personnes sont présentes à la manifestation appelée près du Palais de Justice. Mais avant l'annonce du verdict, les CRS interviennent et repoussent durement les manifestants, qui ne veulent pas partir. La charge suivante est très violente contre toutes les personnes présentes à cet endroit. L'indignation est à son comble et les heurts avec les CRS dureront presque trois heures.

Une forte proportion de jeunes travailleurs a participé aux manifestations. De plus, notre riposte à coup de pierres a été

dans l'ensemble bien comprise de la population présente, qui a vu les CRS à l'œuvre pour la première fois à Reims.

La lutte doit s'intensifier contre la répression (14 arrestations, au moins 2 inculpations d'ouvriers arrêtés et le verdict sévère pour les deux maoïstes).

Pour mener cette lutte, il faut se lier le plus intimement possible à la population :

- tracts sur les usines
- tracts sur les quartiers avec discussions individuelles en porte-à-porte, cela afin d'utiliser la situation favorable actuelle.
- occupation massive du terrain sur le quartier à l'occasion d'une grève massive des facs et des lycées.

Correspondant
le 22.4.1971

«lutte ouvrière»
et la
révolution mondiale

cahiers rouges 3
série marx ou crève

2f.

les 15 et 16 mai par milliers

Les 15 et 16 mai prochains, par milliers, la jeunesse et les travailleurs révolutionnaires vont fêter l'anniversaire de la Commune avec l'éclat que mérite la première révolution sociale.

A Ceylan, les armes russes, américaines, indiennes et pakistanaises viennent au secours du gouvernement de « Front Populaire ». Au Bengale, les armes chinoises dans les mains des féodaux pakistanais, assassinent. En Indochine, la soldatesque de l'impérialisme, recourt aux armes de destruction massive pour masquer sa défaite.

Les charniers de l'impérialisme dans le Tiers-monde de 1971, sont à la mesure du charnier des Versaillais : l'ordre impérialiste de la mitraille et du génocide. A détruire.

A Moscou Brejnev lit un discours de Conseil d'Administration devant un parterre de bureaucrates qui occupent leur digestion à fabriquer des cocottes en papier. Les opposants politiques, enfermés dans les « asiles psychiatriques », subissent un traitement qui les rend fous.

A Prague, à Varsovie, la répression s'accentue : l'ordre stalinien. A détruire.

A Bruxelles, l'Europe des trusts se construit sur le cadavre d'un paysan assassiné par les grenades de la gendarmerie : l'ordre capitaliste. A détruire.

Contre tout cela s'exprimera bientôt à Paris l'aspiration séculaire et libératrice de balayer la vieille société pour édifier sur ses ruines la dictature du prolétariat, prélude de la société sans classes du communisme ; de commencer dès maintenant à se préparer à cette lutte finale en forgeant la solidarité internationale des travailleurs dans des luttes qu'ils livrent sur tous les fronts.

Pour deux jours, des milliers et des milliers de révolutionnaires convergeront de toute l'Europe sur Paris à l'appel des 19 organisations, sections ou sympathisants



de la IVème Internationale, manifestant leur soutien actif ou apportant leur participation aux luttes révolutionnaires de notre époque pour rendre aux communards, devant le Mur des Fédérés, l'hommage qu'ils méritent. En n'oubliant pas que les massacres de la classe ouvrière parisienne, « les loups, les cochons et les chiens de la vieille société » (Karl Marx) sont toujours là sous d'autres noms ; ils adresseront aux combattants de 1871 le salut enthousiaste de ceux qui demain, feront triompher les idéaux de la Commune de Paris. Et qui, dès aujourd'hui, s'organisent pour que les Versaillais du monde entier aient bientôt à payer la dette historique intégralement.

**Contre l'impérialisme !
Contre la bureaucratie stalinienne !
Pour la démocratie des Conseils ouvriers !
Contre l'Europe des Trusts !
Pour les Etats-Unis Socialistes d'Europe !**

...POUR QUE VIVE LA COMMUNE !

Un tel rassemblement exige une organisation minutieuse : l'hébergement des militants étrangers, le service des repas, posent des problèmes considérables.

— Une intense campagne politique de préparation au rassemblement doit s'amplifier dans les jours qui viennent : diffusion de tracts locaux, prises de parole, meetings dans les localités. — Une affiche nationale est déjà sortie. Une autre va sortir prochainement, ainsi qu'un tract national en collaboration avec Lutte Ouvrière.

— Partout les participants au rassemblement doivent faire connaître l'appel paru dans Rouge et le programme de ces deux jours.

— Des voyages, en car, seront organisés au départ des principales villes de province. Ils doivent être financés par la vente des bons de soutien (2F).

— Pour les Parisiens, des bons de participation aux frais (10F) permettront d'accéder au rassemblement. Les sommes recueillies financeront ainsi en partie les dépenses des voyages de province et les frais de rassemblement.



SAMEDI 15 MAI

16h30 – 19h	Préparation de la manifestation et présentation des délégations étrangères
19h – 21h	Repas
21h	Rassemblement international « la Commune n'est pas morte ! » - Festivités

DIMANCHE 16 MAI

Matin	Equipes de propagande dans toute la région parisienne
12h – 14h	repas
15h – 17h	manifestation internationale de la rue Gay-Lussac au Mur des Fédérés
17h – 19h	Meeting au mur des Fédérés Pour que vive la Commune, La révolution socialiste mondiale !



**je désire
m'abonner
à rouge**

6 mois

pli ouvert	33 F
pli fermé	50 F
avion	66 F

1 an

pli ouvert	65 F
pli fermé	100 F
avion	130 F

abonnement de

soutien

à partir de 150 F

(cocher le montant correspondant)

(écrire en capitales, svp)

Nom.

Prénom

Adresse

règlement joint à la BP 201 Paris 19.